

Centre International de Formation Européenne
INSTITUT EUROPEEN DES HAUTES ETUDES INTERNATIONALES



**L'AVENIR DES ENTREPRISES DU
MITTELSTAND ALLEMAND
ETUDE DE CAS : LE SECTEUR DE LA
CONSTRUCTION A BRANDEBOURG**

Mémoire présenté par Violaine Mathurin
Année académique 2002-2003
Promoteur : Waechter Matthias

Institut Européen des Hautes Etudes Internationales
Avenue des Fleurs, 10 – 06 000 Nice

Remerciements

Ce mémoire est la concrétisation d'efforts conjugués. Je tiens donc à exprimer ma gratitude envers les personnes qui m'ont aidée à mettre en oeuvre le présent travail.

Je remercie tout d'abord Monsieur WAECHTER, promoteur de ce mémoire, pour ses conseils et critiques constructives et pour la confiance qu'il m'a accordée tout au long de ce travail.

Je tiens également à remercier Monsieur LEUNIG, pour son aide précieuse et sa collaboration.

Mes remerciements s'adressent ensuite à tous les chefs d'entreprise qui, malgré un emploi du temps très chargé, m'ont accordé un entretien.

Et pour terminer, je tiens à exprimer ma gratitude envers mes parents et envers tous ceux qui ont contribué, de près ou de loin, à la réalisation de ce mémoire.

TABLE DES MATIERES

<u>INTRODUCTION GÉNÉRALE</u>	5
<u>PARTIE I : CARACTÉRISTIQUES ET HISTOIRE</u>	8
<i>Introduction</i>	8
<i>Chapitre 1 : Définition et caractéristiques</i>	8
Section 1 : Critères de définition du Mittelstand	8
Section 2 : Le Mittelstand dans les différents secteurs de l'économie.....	10
Section 3 : Principaux facteurs de succès et d'échec du Mittelstand	11
<i>Chapitre 2 : Le Mittelstand, base de l'économie et de la prospérité avant la réunification</i>	13
Section 1 : Le Mittelstand, base de l'économie sociale de marché après la guerre.....	13
Section 2 : Le Mittelstand moteur de la croissance économique allemande...	14
<i>Chapitre 3 : Le Mittelstand dans le processus de transition</i>	15
Section 1 : La réunification encourage le Mittelstand	15
Section 2 : Caractéristiques du passage à une économie de marché	16
Section 3 : La « Treuhandanstalt » (Office de privatisation et de restructuration)	17
<u>PARTIE II : SITUATION ACTUELLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR</u>	19
<i>Introduction</i>	19
<i>Chapitre 1 : La situation économique générale de l'Allemagne</i>	20
Section 1 : Du point de vue conjoncturel.....	20
Section 2 : Du point de vue structurel.....	21
<i>Chapitre 2 : La situation du Mittelstand en automne 2002</i>	22
Section 1 : La situation conjoncturelle dans le Mittelstand.....	22
Section 2 : Les prévisions dans le Mittelstand	26
<i>Chapitre 3 : Les politiques en faveur du Mittelstand</i>	30
Section 1 : Les mesures déjà en place.....	30
Section 2 : Les nouvelles mesures qui vont être mises en place	32
Section 3 : Les politiques européennes en faveur des PME et de l'artisanat (2001-2005).....	36
<i>Chapitre 4 : Les causes profondes de la « crise »</i>	40
Section 1 : Les principales causes.....	40
Section 2 : Les problèmes spécifiques à l'Allemagne de l'est	46
<i>Chapitre 5 : Conséquences de la « crise »</i>	50
Section 1 : La faible demande intérieure.....	50
Section 2 : Le manque d'investissements.....	51
Section 3 : Les problèmes de financements dans le Mittelstand	52
Section 4 : La morale de paiements dans le Mittelstand	52
Section 5 : Les fermetures d'entreprises dans le Mittelstand	53
<i>Chapitre 6 : Comment sortir de la « crise » ?</i>	54
Section 1 : Au niveau du gouvernement.....	54

Section 2 : Au niveau des Instituts de Conjoncture.....	55
Section 3 : Au niveau du Conseil des Sages.....	56
Section 4 : Au niveau des Mittelstand.....	56
<i>Chapitre 6 : L'élargissement de l'Union Européenne.....</i>	<i>57</i>
Section 1 : Conséquences sur le Mittelstand.....	58
Section 2 : Conditions d'un élargissement réussi pour les PME.....	59
<i>Conclusion.....</i>	<i>60</i>

PARTIE III : ETUDE DE CAS : LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION À

<u>BRANDEBOURG.....</u>	63
<i>Introduction.....</i>	<i>63</i>
<i>Chapitre 1 : La situation de Brandebourg au printemps 2002.....</i>	<i>64</i>
Section 1 : Situation économique générale.....	64
Section 2 : Situation du secteur de la construction.....	68
<i>Chapitre 2 : La préparation de l'enquête.....</i>	<i>70</i>
Section 1 : Les objectifs et les personnes interrogées.....	70
<i>Chapitre 3 : L'analyse des résultats.....</i>	<i>71</i>
Section 1 : Fiche d'identité des entreprises et personnes interrogées.....	71
Section 2 : Le processus de transformation.....	74
Section 3 : La crise de 1996.....	76
Section 4 : La situation actuelle des entreprises et du secteur.....	77
Section 5 : Les raisons de la « crise ».....	79
Section 6 : Le travail au noir et la morale de paiements.....	80
Section 7 : Le rôle des communes.....	82
Section 8 : La situation future des entreprises et du secteur.....	83
Section 9 : Les politiques économiques du gouvernement.....	84
Section 10 : Les programmes d'aide.....	86
Section 11 : La position par rapport à l'élargissement.....	87
Conclusion de l'enquête.....	89

CONCLUSION GÉNÉRALE..... 92

<u>BIBLIOGRAPHIE.....</u>	95
<i>Ouvrages.....</i>	<i>95</i>
<i>Périodiques ou articles.....</i>	<i>96</i>
<i>Internet.....</i>	<i>99</i>

INTRODUCTION GENERALE

Avec une part de 99%¹ de la totalité des sociétés, les petites et moyennes entreprises constituent le cœur de l'économie européenne. En Allemagne, le Mittelstand compte près de 3,3 millions de PME/PMI ainsi que des artisans, commerçants, professionnels du tourisme, des services, et les professions libérales. Elles sont donc le moteur du développement économique. Or, la croissance allemande n'a pas dépassé 0,2% en 2002 et le gouvernement table cette année sur une augmentation de 0,75%² du PIB alors que certains instituts de conjoncture prévoient une croissance ne dépassant pas les 0,4%. Les données économiques continuent donc de se détériorer et certains parlent même d'une « crise »³. Or, l'Allemagne est traditionnellement la locomotive économique de l'Europe. Elle semble donc, depuis un certain temps, avoir perdu peu à peu son dynamisme, et ce n'est pas sans conséquences sur le reste de l'Europe.

L'**intérêt** de ce mémoire est donc de nous pencher sur la situation économique de l'Allemagne, dominée par le Mittelstand, de voir les raisons de la « crise » et les éventuelles solutions pour en sortir. Enfin, ce mémoire nous permet de nous intéresser à un secteur qui nous est quasiment inconnu : celui de la construction.

Notre **choix** s'est porté sur ce sujet pour différentes raisons. D'une part, le fait que l'Allemagne, traditionnellement moteur économique de l'Europe et acteur majeur sur le plan économique international, se trouve dans une si mauvaise situation suscite, chez nous, un grand intérêt. En effet, en tant que citoyens européens, nous sommes préoccupés et curieux de voir quelles sont les solutions envisagées pour notre propre avenir. D'autre part, l'étude de cette problématique s'intègre parfaitement dans notre formation non seulement antérieure, à l'ICHEC, vu que notre domaine de

¹ D'après la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, « Communiqué : la qualité, moteur de la croissance », consultable à l'adresse :

<http://www.fr.eurofound.eu.int/publications/files/EF0166FR.pdf>

² D'après N., « Berlin abaisse sa prévision de croissance 2003 à environ 0,75% contre 1% » dans le Journal du Net, 28 Avril 2003, consultable à l'adresse : <http://www.journaldunet.com>

³ Nous préférons mettre le terme entre parenthèses car certains spécialistes considèrent cela exagéré de parler de « crise ».

spécialisation était les PME, mais aussi actuelle, à l'IEHEI, car cette problématique comporte une dimension européenne et internationale. En outre, désirant faire carrière en Allemagne, il nous semblait important d'être bien informés quant à son économie. De plus, nous avons considéré le fait de devoir pratiquer l'allemand pour nos recherches comme une opportunité à saisir.

En ce qui concerne la **structure**, ce mémoire débute par l'aspect théorique. En effet, l'explication du concept du « Mittelstand », de son histoire et de ses caractéristiques est essentielle pour comprendre l'objet du mémoire et de l'étude de cas. C'est pourquoi nous sommes contraints d'en parler avant d'aborder le reste. Ensuite, dans la deuxième partie, nous faisons un constat de la situation actuelle et des perspectives d'avenir des entreprises du Mittelstand. Par ailleurs, l'étude de cas étant destinée avant tout à vérifier la concordance de notre analyse avec des exemples concrets, il nous semble plus opportun de nous y intéresser dans la dernière étape de notre travail.

Le sujet étant, d'une part, ancien en ce qui concerne l'aspect théorique et d'autre part, très actuel, puisqu'il s'agit d'analyser la situation présente et les perspectives d'avenir des entreprises du Mittelstand, les **sources** employées sont diverses. Plusieurs livres ainsi que quelques documents provenant d'Internet nous servent de références en ce qui concerne la présentation du Mittelstand et de son histoire. Par contre, pour tout ce qui a trait aux deuxième et troisième parties, il nous fallait, vu l'actualité du sujet, disposer de sources les plus récentes possibles. Nous avons donc recours à de très nombreux documents issus d'Internet, plusieurs articles ou périodiques parus il y a maximum trois ans et quelques ouvrages très récents sur ce thème. La plupart des documents utilisés sont rédigés en langue allemande, vu la spécificité du sujet même si certains documents sont toutefois en langue française et anglaise.

En outre, nous devons préciser que les résultats de l'étude de cas auraient sans doute été différents si, d'une part, nous nous étions intéressés à un autre secteur que celui de la construction, et, d'autre part, si nous avions décidé d'interroger des PME dans un autre Land. Cependant, il nous semble plus intéressant d'étudier ce domaine

d'activité dans le Land de Brandebourg, vu la gravité avec laquelle la « crise » économique les touche.

Afin d'avoir une vision assez large, nous avons sélectionné des entreprises de différentes tailles et avec des caractéristiques particulières. Pour compléter cet échantillon, nous avons aussi rencontré un membre de la « Bauindustrieverband » (Confédération des Industries du Bâtiment) ainsi que l'administrateur de la « Handwerkskammer Potsdam » (Chambre des artisans de Potsdam).

La première partie du mémoire sera consacrée à l'explication des caractéristiques et de l'histoire du Mittelstand. Après avoir défini le Mittelstand, nous verrons pourquoi il constituait la base de l'économie et de la prospérité en Allemagne de l'ouest, avant la réunification. Et enfin, nous nous pencherons sur son évolution au cours du processus de transition.

Dans la seconde partie du mémoire, nous nous intéresserons à la situation actuelle et aux perspectives d'avenir des entreprises du Mittelstand. Tout d'abord, après un bref aperçu de la situation économique générale de l'Allemagne, nous analyserons celle propre au Mittelstand en automne 2002. Suite à cela, nous passerons en revue les différentes politiques en leur faveur au niveau national et européen. Puis, nous examinerons les raisons profondes de la « crise », ses conséquences, ainsi que les manières d'en sortir. Enfin, nous nous pencherons sur l'impact de l'élargissement de l'UE sur les PME et aux conditions nécessaires pour qu'il se passe au mieux.

La troisième partie se centrera sur l'étude de cas du secteur de la construction à Brandebourg. Après avoir présenté la situation de Brandebourg en 2002, nous verrons comment l'enquête a été préparée et nous en analyserons en détails les résultats.

Pour conclure, nous ferons le point sur l'ensemble des éléments abordés dans la deuxième et troisième partie et nous présenterons notre opinion personnelle par rapport à l'ensemble de la recherche.

PARTIE I : CARACTERISTIQUES ET HISTOIRE

Introduction

La prospérité économique de l'Allemagne dépend en grande partie des petites et moyennes entreprises, désignées par un terme spécifique en Allemagne : « Mittelständische Unternehmen ». Elles jouent un rôle crucial pour la santé économique du pays depuis la fin de la deuxième guerre mondiale à l'ouest et depuis la réunification, dans l'Allemagne toute entière.

Pour mieux comprendre le concept de Mittelstand, nous nous intéresserons à sa définition et à la description de ses caractéristiques. Ensuite, dans un deuxième chapitre, nous analyserons brièvement son rôle après la deuxième guerre mondiale. Enfin, pour clôturer cette première partie, nous verrons comment les entreprises du Mittelstand ont évolué après la réunification.

Chapitre 1 : Définition et caractéristiques

Section 1 : Critères de définition du Mittelstand

L'économie allemande est largement tributaire des petites et moyennes entreprises. En effet, en consultant les statistiques, on se rend compte de l'importance de leur rôle. Les entreprises considérées comme telles sont au nombre de 3,3 millions et sont désignées, comme nous l'avons déjà mentionné ci-dessus, par le terme spécifique : « Mittelständische Unternehmen ». Mais quels sont exactement les critères pour qu'une entreprise soit considérée comme Mittelstand⁴ ? Il est difficile de répondre à cette question de manière précise car, parfois, on place la limite à 250 collaborateurs, parfois à 500. C'est pourquoi, nous nous baserons dans ce mémoire sur les critères de définition utilisés dans l'étude MIND.

⁴ D'après l'étude de DRESDNER BANK, IMPULSE, INSTITUT FÜR MITTELSTANDSFORSCHUNG BONN, « MIND-Mittelstand in Deutschland », 98 pages, consultables à l'adresse <http://www.mind-mittelstand.de/studie/pdf/gesamt.pdf>

1. Le chiffre d'affaires doit s'élever à un minimum de 125.000 € **par an** et doit être inférieur à 50 millions d'€.
2. Le nombre de travailleurs doit être au minimum de 1 et ne peut être supérieur à 500.

Avec une part de 99% de la totalité des entreprises, les petites et moyennes entreprises représentent le coeur de l'économie allemande. Au niveau de la production, elles dégagent 57% de la valeur ajoutée brute réalisée en Allemagne et 44% du chiffre d'affaires total imposable. Quant aux investissements bruts, 46% sont effectués par les PME. Chacune d'elles dépense en moyenne plus de 56.000 € **par an**. Par ailleurs, elles emploient 70% des actifs, c'est-à-dire au total, plus de 20 millions de salariés. Parmi eux, 51% travaillent dans des entreprises comptant moins de 50 collaborateurs. Les PME forment également 80% de l'ensemble des apprentis.

Si on se réfère à l'étude MIND, celle-ci enregistre seulement 1,117 million⁵ de PME ; celles qui ont le mieux réussi sur les 3,3 millions d'indépendants. Par ailleurs, seules 2.400 entreprises ont plus de 500 salariés mais, même parmi elles, certaines se considèrent comme des PME.

Nous devons aussi préciser que le terme Mittelstand ne se réfère pas seulement aux moyennes entreprises. En vérité, il s'agit plus d'un concept sociologique qui signifie « *la classe de personnes se situant entre les travailleurs et les capitalistes* »⁶. A la fin du 19^{ème} siècle, lorsque le Mittelstand a été découvert, cette classe était considérée comme un facteur stabilisant dans le conflit social qui régnait entre les travailleurs et les capitalistes. C'est pourquoi, le Mittelstand est un concept très large. Les PME représentent seulement une partie de ce que l'on entend par ce terme mais, pour faciliter notre travail, nous considérerons le terme PME comme équivalent à celui de Mittelstand.

⁵ Toutes les données concernant l'étude MIND, utilisées ci-dessous se réfèrent à l'enquête effectuée auprès de 1,117 million d'entreprises.

⁶ MÜLLER WERNER A., BIHN MARTINA, "Structure and dynamics of the german Mittelstand", Physica-Verlag, Heidelberg, 1999,p.101.

Section 2 : Le Mittelstand dans les différents secteurs de l'économie

Le Mittelstand allemand comprend un groupe hétérogène de petites et moyennes entreprises que l'on retrouve dans les différents secteurs de l'économie. Il inclut des entreprises dans le secteur de l'industrie, du commerce, de l'artisanat et les professions libérales et enfin, des services.

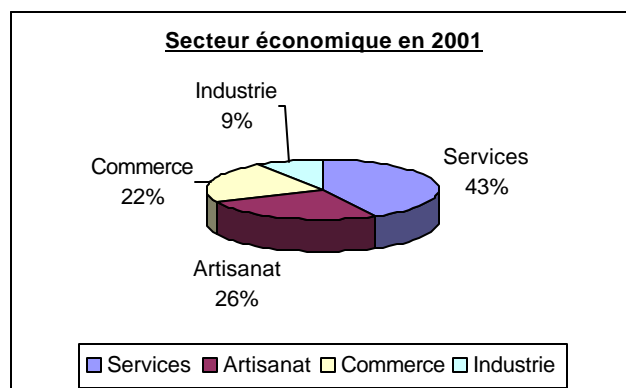
Pour bien comprendre l'importance du Mittelstand dans les différents secteurs de l'économie, il est utile de définir ce que l'on entend sous les différents secteurs :

1. L'industrie inclut les produits semi-fini ou intermédiaires, les produits financiers, les produits de consommation et la construction.
2. Le commerce comprend le commerce en gros, de détail, le transport et la communication
3. L'artisanat et les professions libérales sont les entreprises où un savoir spécifique est exercé.
4. Les services font référence à tous les types de services possibles : les banques, les assurances, ...

Actuellement, les PME allemandes se trouvent dans un processus de transformation de leur structure. Au cours des trois dernières années, les caractéristiques de base de leur économie ont évolué progressivement. Si l'on en croit l'étude MIND, les domaines de l'économie où l'on retrouve le plus souvent les PME, ainsi que la taille des entreprises ont sensiblement changé.

Classification par secteur économique		
Secteur économique	1999	2001
Services	42,4%	43,3%
Artisanat	25,9%	25,7%
Commerce	22,3%	21,0%
Industrie	9,4%	10,1%

Source : DRESDBNER BANK, IMPULSE, etc. « op. cit. », p.12



Un peu plus de 43% des PME, interrogées dans le cadre de l'étude, appartiennent au secteur des services. Un peu plus d'un quart font partie de l'artisanat. Environ 20% se trouvent dans le secteur du commerce. Et enfin, 10% sont des Mittelstand industrielles.

Taille de l'entreprise	1999	2001
1 à 4 travailleurs	32,9%	28,5%
5 à 9 travailleurs	27,0%	29,8%
10 à 19 travailleurs	20,6%	19,4%
20 à 49 travailleurs	10,9%	12,2%
50 travailleurs et plus	8,6%	10,1%

Source : DRESDNER BANK, IMPULSE, etc. « op. cit. », p.12

Il s'avère également, d'après l'étude MIND, que l'économie des Mittelstand est dominée par les petites entreprises. En effet, près de 60% des entreprises interrogées comptent moins de 10 travailleurs, même si leur nombre a sensiblement diminué par rapport à 1999. Le nombre d'entreprises comprenant plus de 20 et plus de 50 travailleurs a, quant à lui, sensiblement augmenté mais représente seulement un peu plus de 20% des entreprises interrogées.

Le Mittelstand allemand englobe donc la majorité des entreprises dans tous les secteurs de l'économie. C'est pourquoi, il est difficile de coordonner les intérêts politiques de ces firmes, qui peuvent parfois varier fortement.

Section 3 : Principaux facteurs de succès et d'échec du Mittelstand

Si l'on en croit la célèbre revue économique « BusinessWeek », « *the famous Mittelstand a amené aux Allemands après la guerre la prospérité et une profusion d'emplois, procurant au pays une richesse qu'il n'avait jamais connue* ». Aujourd'hui pourtant, l'Allemagne connaît de sérieuses difficultés économiques alors que le Mittelstand en est toujours le pilier. Quels sont, dès lors, les principaux facteurs qui ont fait le succès du Mittelstand et quelles en sont ses faiblesses ?⁷

- + Lorsque l'avenir de leur entreprise est en jeu, les patrons des petites sociétés, au contraire des patrons de groupes, réfléchissent en termes d'années

⁷ KÜHLHORN Gerd, « Le Mittelstand », dans Deutschland, 2001, pp.25-27.

et non de trimestres. C'est pourquoi, ces dernières survivent parfois plus longtemps.

+ Toute PME, si petite soit elle, ose, de manière générale, se lancer sur les marchés mondiaux.

+ Les PME sont souvent les pionniers en matière de conception et d'introduction de nouvelles technologies.

+ Au contraire des dirigeants de groupes, la plupart des patrons de PME considèrent leur personnel comme la ressource la plus importante pour la viabilité de leur entreprise et non comme une masse économique à disposition.

+ Il existe dans les PME allemandes une philosophie de l'entreprise très marquée.

+ Les PME sont très flexibles et s'adaptent généralement rapidement aux modifications des conditions de concurrence internationale.

_ Les patrons allemands manquent parfois de rigueur au niveau de la tenue financière de leur entreprise. C'est pourquoi, beaucoup de PME manquent de capitaux propres ou n'arrivent pas à obtenir des prêts des banques.

_ Les patrons prennent parfois trop de risques et se cassent la figure.

_ Le succès des PME dépend en grande partie de leur patron et nous sommes actuellement devant un problème de succession. Bien souvent, les patrons ne règlent pas en temps voulu cette dernière.

_ L'aspiration à la toute puissance au sein de leur entreprise et la fierté que les dirigeants de PME tirent de leurs prestations peut constituer un handicap. En effet, un sur sept seulement autorise des conseillers externes à pénétrer dans son entreprise alors que cela est parfois indispensable.

_ Nous sommes aussi aujourd'hui devant une pénurie de chefs d'entreprise ; La personnalité des chefs d'entreprise est déterminante dans une PME et, bien souvent, actuellement, il est difficile d'en trouver de telles personnalités.

_ Les PME, si elles agissent sur un marché ne comprenant que des petites entreprises et aucune grande entreprise, courent le risque d'être moins productives, du fait du manque de compétitivité du marché.

Chapitre 2 : Le Mittelstand, base de l'économie et de la prospérité avant la réunification

Section 1 : Le Mittelstand, base de l'économie sociale de marché après la guerre

Le Mittelstand a joué un rôle important dans les formes de marchés de l'économie allemande qui se sont développées après la guerre. Certains économistes allemands, de l'époque, craignaient que l'économie de marché ne mène à la concentration et à des monopoles et, de ce fait, étaient convaincus que les PME avaient un rôle crucial à jouer afin de protéger la concurrence, qui, à terme, était considérée comme le moyen le plus prometteur pour atteindre la croissance et la prospérité.

Aujourd'hui encore, les idées des pères fondateurs de l'économie sociale de marché font partie, de façon intégrale, de la philosophie appliquée dans les mesures économiques prises en Allemagne. Il est largement admis que le Mittelstand peut être utile dans un certain nombre de domaines économiques, politiques et sociaux de tout pays même si, malgré tout, personne ne met en doute la nécessité pour une économie de disposer de grandes entreprises.

L'avantage des petites et moyennes entreprises en ce qui concerne la performance d'un marché peut aussi être vu dans le fait que celles-ci disposent d'une plus grande flexibilité. En effet, ces entreprises peuvent, en général, s'adapter plus facilement que les grandes entreprises aux changements des conditions sur un marché. Ceci est particulièrement visible dans les périodes de changement structurel substantiel. De plus, une économie comprenant une division importante de la main d'œuvre exige également des sous-traitants pour les grandes entreprises. Ceci est souvent la charge des PME qui, très souvent, sont plus performantes que les grandes dans cette fonction.

Le Mittelstand contribue également à ce qu'un plus grand nombre de personnes prennent des responsabilités dans l'économie. Or, les caractéristiques principales des

personnes indépendantes sont la volonté de prendre des risques, la volonté d'agir et la créativité. De plus, on dit souvent que, plus il y a de personnes indépendantes dans une société, plus les chances sont grandes que celle-ci s'auto-développe et s'auto-satisfasse. C'est pourquoi, nous pouvons dire que le Mittelstand a aussi une fonction sociale⁸.

Par ailleurs, selon certains économistes et hommes politiques, le Mittelstand représente également un ordre social qui a permis la stabilité sociale et politique à long terme en Allemagne après la seconde guerre mondiale. A cet égard, le fait que durant 50 ans, après la guerre, l'Allemagne aie fait partie des pays leaders, connaissant très peu de grèves et de changements de gouvernements, est vu comme une preuve irréfutable de cette hypothèse.

Section 2 : Le Mittelstand moteur de la croissance économique allemande

En Allemagne, les petites et moyennes entreprises ont été d'une grande importance pour le développement économique. Cela explique pourquoi le terme spécifique « Mittelstand » a été utilisé pour se référer à ce groupe d'entreprises. Il ne fait aucun doute que le Mittelstand allemand a été l'un des facteurs principaux qui ont généré le succès et la prospérité économique en Allemagne après la seconde guerre mondiale.

La forte croissance économique, le maigre taux de chômage, l'inflation faible ainsi que la monnaie forte pendant plus de quarante ans après la seconde guerre mondiale ; tout cela a souvent été considéré comme le « miracle économique allemand ». Tous les facteurs conjugués ont permis à l'Allemagne de se reconstruire de ses ruines suite à la guerre et de devenir le troisième pays le plus industrialisé, en terme de PNB, avec l'une des monnaies les plus fortes et les plus utilisées sur les marchés internationaux. Entre 1950 et 1997, la moyenne de croissance a été d'environ 4% par an. Dans les années 50 et 60, celle-ci était plus marquée, puis elle s'est ralentie par la suite.

⁸ MÜLLER Werner A., BIHN Martina, "op. cit.", p.22.

L'inflation a été, en moyenne, de 3% tandis que les exportations de biens et services (utilisées comme ratio du PNB) sont passées de 19% dans les années 60 à 36% dans le milieu des années 90. Les conditions d'échange se sont améliorées de 75% dans le courant de la même période. Cependant, ces dix dernières années, le chômage est devenu un des fléaux les plus graves qui touchent l'Allemagne. Si bien qu'aujourd'hui, nous pouvons véritablement parler d'une stagnation économique si pas d'une crise. Nous en analyserons les raisons ainsi que les éventuelles possibilités d'en sortir ultérieurement dans notre travail.

Chapitre 3 : Le Mittelstand dans le processus de transition

Section 1 : La réunification encourage le Mittelstand

La réunification a entraîné d'énormes défis sur le plan économique, tant dans la partie ouest que dans la partie est du pays. L'Allemagne de l'est, anciennement économie centrale planifiée, devait être transformée en économie de marché moderne. Le paysage industriel en Allemagne de l'est comprenait exclusivement des grandes entreprises d'Etat. Leurs partenaires commerciaux étaient essentiellement des pays socialistes en Europe centrale et orientale, y compris l'Union Soviétique. Le commerce avec l'est était plus important que celui avec l'ouest. De ce fait, la réunification a complètement modifié la situation.

Le Mittelstand était une des caractéristiques du système de l'économie sociale de marché fonctionnant avec succès à l'ouest. C'est pourquoi, lors de la réunification, beaucoup étaient d'avis que, pour bien intégrer l'ancienne Allemagne de l'est dans le système économique de l'Allemagne de l'ouest, il fallait y mettre en place un Mittelstand pour permettre la conversion des grandes industries, appelées « Combinats » en entreprises privées⁹. Le Mittelstand a alors été considéré comme la chance à saisir pour réussir la réunification. Par conséquent, le gouvernement a

⁹ AKTIONSGEMEINSCHAFT WIRTSCHAFT UND POLITIK, « Politische Informationen für Abgeordnete, Journalisten und Mitglieder, n°1, Février 1991, pages consultables à l'adresse : <http://www.awp-digital.de/PDF/93.pdf>

décidé que les 221 Combinats industriels existants devaient être privatisés et, en même temps, « décartelisés ». Pour cette raison, environ 80% des entreprises qui ont été créées après la réunification sont des petites et moyennes entreprises. Et, dans le même temps, le gouvernement a accordé des subsides importants à ces entreprises nouvellement mises en place. A la fin de l'année 1997, on pouvait compter environ 13.000 PME dans les nouveaux Länder.

Section 2 : Caractéristiques du passage à une économie de marché¹⁰

Pour passer d'une économie centrale planifiée à une économie de marché, de nombreuses mesures politiques sont à prendre. Il faut, entre autres, entreprendre la privatisation des entreprises, la libéralisation des prix, l'introduction de lois commerciales, la création d'incitants à l'investissement, et la restructuration des institutions existantes. De plus, dans le cas de l'Allemagne de l'est, on a voulu unifier la monnaie.

L'introduction du Deutschemark a entraîné des problèmes supplémentaires. En effet, la conversion dans l'ancienne monnaie est-allemande au Deutschemark, sur une base de un à un, a entraîné, du fait de la valeur beaucoup moins élevée du Mark est-allemand, une surévaluation des prix des marchandises est-allemandes. En terme de réalité économique, il y a eu une appréciation très forte qui a provoqué une sérieuse baisse de la compétitivité pour les entreprises des nouveaux Länder. Heureusement, grâce aux différentes politiques entreprises par le gouvernement, notamment le Pacte de Solidarité et les transferts substantiels du gouvernement des anciens Länder vers les nouveaux Länder, la transition de l'économie socialiste à l'économie de marché a été facilitée au maximum.

Dans l'ensemble, nous pouvons dire que l'intégration économique des Länder d'Allemagne orientale a progressé rapidement dans des domaines essentiels.

¹⁰ RÜMENAPP Ulrich, « Der Transformationsprozess in Deutschland und in Ost-Europa – Ein Vergleich », Editions Goldschmidt Druck GmbH, Schwerin, 1995, pp.16-32.

Section 3 : La « Treuhandanstalt » (Office de privatisation et de restructuration)

3.1. Mission

Dans le cadre de la privatisation des entreprises en Allemagne de l'est, le gouvernement décida de créer la « Treuhandanstalt », chargée de la vente des entreprises de l'ancienne RDA. Cet établissement fiduciaire, fondé le 01/07/1990, a assumé l'une des missions les plus difficiles de l'unification : transformer l'économie nationalisée et centralisée en une économie de marché, soumise à la concurrence.

Cela a eu un impact important sur le Mittelstand en Allemagne de l'est car toutes les entreprises publiques de la RDA ont été converties en sociétés de capitaux avec, parmi elles, la création de nombreuses petites et moyennes entreprises. La propriété de ces entreprises publiques a été transférée aux nouvelles sociétés de capitaux que l'on venait de créer. La « Treuhandanstalt » était détenteur des actions et parts sociales de ces sociétés de capitaux.

Ses principes d'action ont été la privatisation rapide, l'assainissement et la fermeture prudente d'entreprises. A partir de 1991, la THA entreprit la privatisation rapide des 8.500 entreprises sous sa tutelle occupant 4,1 millions de travailleurs. Malheureusement, entre 1991 et 1994, le nombre annuel de procédure de faillites est passé de 328 à 1779. Nous allons, pour cette raison, analyser les critiques émises à l'égard de la « Treuhandanstalt ».

3.2. Critiques¹¹

Beaucoup de critiques ont été faites à l'égard de la stratégie employée par la THA. Celle-ci a misé, à l'époque, avant tout sur la rapidité. En effet, le but était, avant tout, que des investissements soient effectués et que des nouveaux emplois soient créés

¹¹ D'après PROF. DR. PRIEWE Jan, « 10 Jahre danach, was haben wir erreicht ? », pages consultables à l'adresse : http://www.f3.fhtw-berlin.de/Professoren/Priewe/aufsatz_einheit.pdf

plutôt que la maximisation du prix de vente, considérée comme moins importante. De ce fait, il n'y a pas eu de véritable redressement des entreprises qui étaient sous sa tutelle. Ceci a mené, en grande partie, à des liquidations qui, pour la plupart, ont bien été atténuées politiquement sur le marché du travail. Trois quarts des emplois dans le domaine de la « Treuhand » ont été perdus, 30% des entreprises de la THA ont été liquidées et le ministère de finances a annoncé un déficit de 256,4 milliards de DM (environ 128 milliards d'€) **en 1994. Pour chaque emploi accordé, la THA a dépensé 53.000 DM.** Aucune politique industrielle systématique ne s'est développée en Allemagne de l'est. Bien au contraire, tout a fonctionné sous l'influence des pressions politiques des nouveaux gouvernements fédéraux, des syndicats ou des investisseurs venant de l'ouest. A de nombreux points de vue, la privatisation s'est très mal déroulée.

La THA a également été critiquée car elle n'a pas réussi à mettre un terme à la désindustrialisation. Aujourd'hui, la densité d'industries en Allemagne de l'est n'atteint même pas 45% du niveau des anciens Länder. Pour rattraper ce niveau, il faudrait environ 750.000 emplois industriels supplémentaires. Or, malgré l'importance grandissante des entreprises de services, une région sans base industrielle satisfaisante ne peut pas se développer.

En bref, on peut critiquer la « Treuhandanstalt » car elle a privatisé rapidement, beaucoup, souvent de manière négligée et sans aucun projet de politique économique sur le plan structurel. Elle a trop peu redressé d'entreprises, et en a liquidé un trop grand nombre.

PARTIE II : SITUATION ACTUELLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Introduction

La détérioration, au cours de l'automne, des données économiques de la conjoncture allemande, des rentrées publiques, des comptes de la sécurité sociale ainsi que du chômage, met fin aux espoirs d'une reprise attendue en vain tout au long de l'année 2002. Cela ébranle aussi les fondements de la politique économique et sociale. La croissance allemande n'a pas dépassé 0,2% en 2002 et le gouvernement table cette année sur une augmentation de 0,75%¹² du PIB alors que certains instituts de conjoncture prévoient une croissance ne dépassant pas les 0,4%. La situation est alarmante du point de vue conjoncturel et structurel. Inévitablement, les entreprises du Mittelstand sont, elles aussi, concernées par cette dégradation du climat économique.

Malgré les nombreuses politiques en faveur des PME au niveau national et européen, l'économie allemande manque de dynamisme. L'année 2003 va être déterminante. Espérons que le gouvernement soit capable de lancer les réformes nécessaires pour faire bouger l'économie car il est temps d'agir si l'on désire éviter que le pays ne connaisse une crise profonde. D'autre part, face à l'entrée très prochaine de nouveaux membres dans l'UE, il est indispensable de s'assurer de la mise en place des conditions nécessaires pour un élargissement réussi pour les PME.

Dans cette deuxième partie, nous ferons, tout d'abord, un constat de la situation économique de l'Allemagne en général et des entreprises du Mittelstand en particulier. Ensuite, nous passerons en revue les différentes politiques existantes et envisagées en faveur du Mittelstand tant au niveau national qu'europpéen. Puis, nous étudierons en détails les causes à l'origine de cette « crise » ainsi que son impact sur

¹² D'après N., « Berlin abaisse sa prévision de croissance 2003 à environ 0,75% contre 1% » dans le Journal du Net, 28 Avril 2003, consultable à l'adresse : <http://www.journaldunet.com>

la demande intérieure, les investissements, les problèmes de financement, la morale de paiements et les fermetures d'entreprises. Suite à cela, nous verrons quelles sont les solutions proposées par différents acteurs économiques pour en sortir. Enfin, nous nous pencherons sur les effets de l'élargissement de l'UE sur les PME et sur les conditions pour qu'il se passe au mieux.

Chapitre 1 : La situation économique générale de l'Allemagne¹³

Section 1 : Du point de vue conjoncturel

Pour la deuxième année consécutive, l'économie allemande semble en quasi stagnation avec une croissance de 0,2%. Pour 2003, on ne peut pas s'attendre à beaucoup mieux. En effet, le défaut majeur de la conjoncture allemande réside dans le fait qu'elle reste très dépendante de la demande mondiale et de donc de toutes les incertitudes liées à celle-ci. Les exportations demeurent, en effet, le premier moteur de croissance. La demande interne, qui seule pourrait mettre en route une dynamique propre de la croissance, est quasi inexistante : les investissements ont encore chuté (-7,4% après 5,8% en 2001) et la consommation des ménages stagne. Les dégâts provoqués par les inondations du mois d'Août, de l'ordre de 13,5 milliards d'€, n'ont rien arrangé, même si on peut espérer, d'un point de vue conjoncturel, que les sommes investies dans les réparations auront un léger effet positif. Le gouvernement ne peut donc pas uniquement compter sur la conjoncture pour renouer avec le dynamisme économique.

D'autre part, la politique budgétaire pose également problème car le gouvernement se retrouve coincé entre le respect nécessaire du pacte européen de stabilité et de croissance et la situation macro-économique. Les recettes publiques ont fortement chuté à cause de la mauvaise conjoncture mais aussi de la réforme de l'impôt des sociétés. Or, le gouvernement a dû opter pour une politique qui aura des effets

¹³ D'après UTERWEDDE Henrik, « Où va l'économie allemande », dans Documents – Revue des questions allemandes, n°1/2003, pp.21-27.

négatifs sur la conjoncture afin de ramener l'Allemagne en-dessous du seuil des 3% de déficit public. En effet, il y aura moins de dépenses et plus de charges fiscales. De plus, l'Allemagne doit également faire face à un déficit financier important des différentes branches de la sécurité sociale. En effet, les mesures d'urgence du gouvernement vont entraîner une augmentation des prélèvements obligatoires (cotisations maladies, cotisations retraites, ...) d'environ 0,8%.

Section 2 : Du point de vue structurel

Même si certains spécialistes prétendent qu'elle se trouve en situation économique désastreuse, l'Allemagne reste toujours quatrième pour la compétitivité actuelle et arrive en 14^e position pour ses perspectives à moyen terme. Cependant, malgré le maintien d'une bonne position internationale en terme de compétitivité, l'économie connaît une perte de vitesse importante. En effet, tout au long de la dernière décennie, et surtout depuis 1995, celle-ci a été la lanterne rouge de l'Europe. Or, entre 1991 et 2001, la croissance annuelle moyenne se situait à seulement à 1,3%. Il en va de même en ce qui concerne la croissance par habitant et l'évolution de l'emploi. Il faut également noter que ce décalage a été plus fort dans la deuxième moitié des années 1990. (voir tableau ci-dessous).

Le manque de dynamisme de l'économie allemande 1991-2001		
	Allemagne	Zone € hors Allemagne
Croissance du PIB en % par an		
1991-1995	1,3	1,3
1995-2001	1,6	2,8
Croissance par habitant en % par an		
1991-1995	0,8	1
1995-2001	1,5	2,5
Nombre d'actifs (évolution en % par an)		
1991-1995	-0,7	-0,6
1995-2001	0,6	1,9

Source : Sachverständigenrat, rapport 2002-2003, p.311

Les experts économiques s'accordent pour dire que les raisons profondes de ce manque de dynamisme sont¹⁴ :

- 1/ les conséquences de l'unité allemande
- 2/ le passage à l'Union Monétaire Européenne
- 3/ les rigidités sur le marché du travail
- 4/ la surréglementation de la vie économique
- 5/ le système d'éducation défaillant

Nous nous intéresserons plus en détails aux raisons de ce manque de dynamisme de l'économie et aux moyens de remédier à cette situation, en nous focalisant sur les problèmes spécifiques du Mittelstand, plus loin dans notre travail (voir partie II, chapitre 4).

Chapitre 2 : La situation du Mittelstand en automne 2002

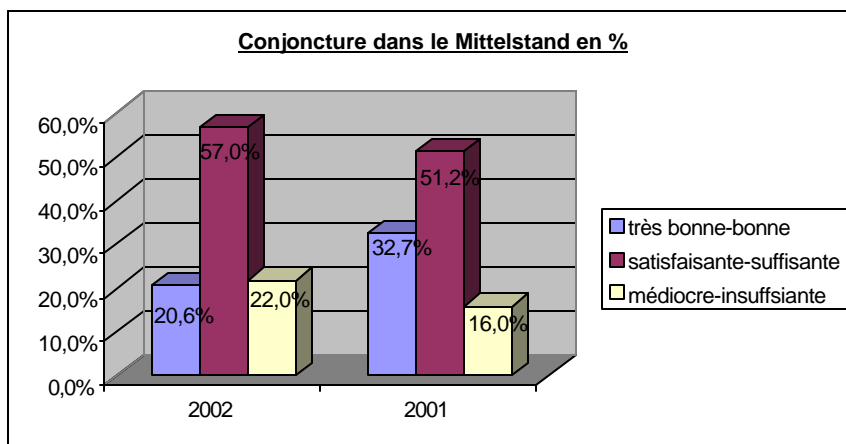
Section 1 : La situation conjoncturelle dans le Mittelstand¹⁵

1.1. Au niveau conjoncturel

Dans le cadre d'une enquête menée en Automne 2002 par l'institut allemand « Creditreform », les entreprises interrogées considèrent que la conjoncture est dans la situation la plus mauvaise de ces dernières années. Une minorité de 20,6% seulement considère la conjoncture comme bonne ou très bonne. Au contraire, 22,0% prétendent qu'elle est médiocre voir même insuffisante. Enfin, 57% la décriraient comme suffisante, voire même satisfaisante. Si nous comparons avec l'année dernière à la même époque, nous remarquons que près de 12% des entreprises interrogées sont passées de la catégorie « bonne » à « médiocre » et près de 6% de celle de « satisfaisante » à « médiocre ».

¹⁴ D'après le RAPPORT ANNUEL DU CONSEIL DES SAGES : Sachverständigenrat zur Begutachtung der gesamtwirtschaftlichen Entwicklung : Jahresgutachten 2002-03, p.309.

¹⁵ D'après le rapport du CREDITREFORM, « Wirtschaftslage und Finanzierung im Mittelstand », Neuss, 08 Octobre 2002, 38 pages. Toutes les données utilisées ci-dessous se réfèrent à l'enquête effectuée par le Creditreform.



Par ailleurs, nous devons signaler que, d'après l'index du climat conjoncturel de l'Ifo¹⁶, les entreprises ouest-allemandes ont une impression encore plus négative que les entreprises est-allemandes. En effet, il s'avère que seulement 14% des chefs de PME ouest-allemandes votent de manière positive, alors qu'ils sont 20% du côté de l'est. Il en va de même pour les évaluations qui sont clairement plus positives à l'est qu'à l'ouest. Les nouveaux Länder connaissent pourtant toujours des changements structurels difficiles. En effet, alors que le secteur industriel rattrape petit à petit son retard et présente de nouvelles opportunités, d'autres secteurs fondamentaux, comme celui de la construction par exemple, ont besoin de changements. C'est pourquoi, cette évaluation positive des Mittelstand est-allemande reste étonnante. De plus, dans l'ensemble, les performances économiques depuis la deuxième moitié des années 90 ont diminué et sont passées en-dessous des taux de croissance ouest-allemands.

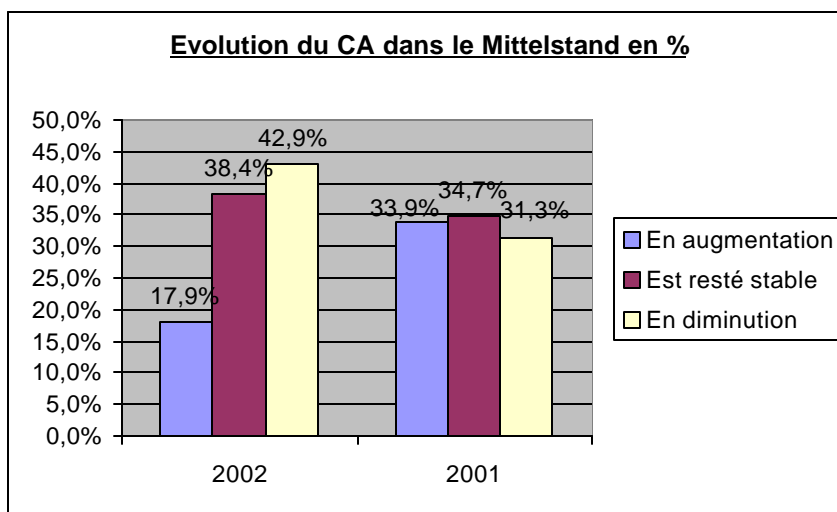
Toutes les secteurs du Mittelstand sont concernés par l'aggravation importante des évaluations même si les opinions sont plus prononcées dans certains d'entre eux. Nous pouvons observer cela dans le tableau ci-dessous. (Les données entre parenthèses sont celles de l'année précédente).

Conjoncture dans les principaux secteurs de l'économie en %			
	très bonne - bonne	satisfaisante - suffisante	médiocre - insuffisante
Secteur de transformation	23,8 (35,1)	52,9 (51,3)	22,6 (13,5)
Construction	14,6 (31,8)	59,5 (49,9)	25,2 (18,3)
Commerce	16,5 (25,6)	57,6 (56,2)	25,9 (18,1)
Services	22,7 (39,0)	58,6 (46,1)	18,3 (14,3)

Données entre parenthèses = données en 2001

1.2. Au niveau du chiffre d'affaires

L'évolution du chiffre d'affaires au cours de l'automne 2002 peut être considérée comme un indice représentatif de la situation à laquelle font face les entreprises du Mittelstand. Dans le cas présent, l'effondrement de l'évolution du chiffre d'affaires des six derniers mois démontre un réel facteur économique : le nombre de PME qui enregistrent un chiffre d'affaires en augmentation a diminué de moitié par rapport à l'année précédente. Il est passé de 33,9% en 2001 à 17,9% en 2002. Et, pire encore, le pourcentage d'entreprises qui ont enregistré un chiffre d'affaires en baisse est passé de 31,3% en 2001 à 42,9% en 2002.



Il faut également préciser que la situation des chiffres d'affaires semble plus stable à l'est qu'à l'ouest. En effet, d'un côté, 18,2% des chefs d'entreprises indiquent un chiffre d'affaires en augmentation à l'ouest alors qu'à l'est, il s'agit seulement de

¹⁶ Ifo : Institut für Wirtschaftsforschung von München c'est-à-dire Institut d'économétrie de Munich.

16,6%. D'un autre côté, un peu plus de 43% des entreprises interrogées indiquent qu'elles font face à un chiffre d'affaires en baisse à l'ouest, alors qu'à l'est, seulement 39,1% des entreprises interrogées se trouvent dans une telle situation. De plus, 43,7% des entreprises à l'est affirment avoir enregistré un chiffre d'affaires stable alors qu'à l'ouest, seulement 37,6% des entreprises peuvent en dire autant.

Les chiffres d'affaires ont donc fléchi dans tous les secteurs de l'économie. Cependant, le secteur de transformation ainsi que celui des services restent tout de même plus chanceux que le secteur de la construction et le commerce en ce qui concerne l'augmentation du chiffre d'affaires. Nous pouvons observer cela dans le tableau ci-dessous.

Evolution du chiffre d'affaires dans les principaux secteurs de l'économie en %			
	en augmentation	stable	en diminution
Secteur de transformation	19,8 (38,1)	34,9 (32,7)	44,9 (29,2)
Construction	15 (28,3)	42,6 (39,4)	40,9 (32,3)
Commerce	16,3 (28,7)	33,6 (34,1)	50,1 (36,9)
Services	18,6 (35,1)	41,8 (37,8)	38,5 (26,8)

Données entre parenthèses = données en 2001

1.3. Au niveau du marché du travail

Comme nous pouvions le prévoir au vu de la conjoncture maussade, le marché du travail des Mittelstand se trouve également en difficulté. 16,3% seulement des entreprises interrogées affirment avoir procédé à une augmentation de personnel en automne 2002 (l'année dernière : 22,3%). Au niveau des effectifs, la plupart des entreprises ont clairement exprimé un vote négatif. En effet, 32,4% des PME interrogées affirment avoir procédé à une réduction de leur effectif dans le courant du deuxième semestre de l'année 2002 alors qu'en 2001, il ne s'agissait que de 24,5%. Enfin, 50,8% des entreprises interrogées déclarent avoir conservé un nombre d'effectifs inchangé alors qu'elles étaient 53,2% en 2001. Si nous examinons de plus près l'évolution du taux d'effectifs, en soustrayant les licenciements des engagements de personnel, nous nous apercevons que ce taux est négatif et s'élève à -16,1%. La brèche s'est donc encore plus ouverte car ce taux s'élevait seulement à -2,2% en 2001.

Le nombre de chômeurs s'élevait à 4.706.211¹⁷ personnes en Février. Il s'agit de 410.054 chômeurs en plus que l'an dernier à la même époque, et de 83.100 personnes supplémentaires par rapport au mois de Janvier. Le taux de chômage s'élevait à 11,3%, taux extrêmement élevé. En Allemagne de l'ouest, nous comptons donc 2.950.706 personnes sans emploi, ce qui représente 0,9% de la population alors qu'à l'est, 1.755.505 de gens se retrouvaient sans travail, ce qui équivaut à 19,9% de la population. Par conséquent, la situation semble plus alarmante à l'est qu'à l'ouest.

D'autre part, le Mittelstand restant le plus grand employeur en Allemagne (il occupe 60% des personnes sur le marché du travail), nous pouvons nous demander si celui-ci est encore en mesure de créer des emplois ? En effet, alors que les entreprises qui ont un chiffre d'affaires allant de 500.000 à 5 millions d'€ **affirment attribuer plus d'un quart de celui-ci aux salaires, et frais de personnel, les grandes entreprises affirment, quant à elles, n'y consacrer que 18,8% de leurs recettes.**

Il apparaît que le secteur le plus touché est celui du commerce, suivi de celui des services, du secteur de transformation et de la construction. Nous pouvons observer les changements de personnel dans les différents secteurs dans le tableau ci-dessous.

Taux d'effectif dans les différents secteurs de l'économie en%			
	en augmentation	stable	en diminution
Secteur de transformation	17,5 (25)	47,2 (53,2)	34,9 (21,8)
Construction	13,5 (18,4)	50,8 (50,4)	34,9 (31,1)
Commerce	11,8 (18,3)	52,3 (57,2)	35,9 (24,5)
Services	18,9 (27,2)	52,6 (50,4)	27,7 (22)

Données entre parenthèses = données en 2001

Section 2 : Les prévisions dans le Mittelstand

2.1. Au niveau des investissements

Le désir d'investir continue de diminuer dans le Mittelstand allemand. Déjà en 2000, nous pouvions constater une diminution de 65% à 52,1%. En 2001, 43,2% des Mittelstand émettaient le désir d'investir et durant l'automne 2002, nous avons atteint

¹⁷ Données recueillies sur le site <http://de.news.yahoo.com/030306/71/3bum9.html>, page consultée le 27 avril 2003.

un record négatif de 25,8% seulement. Cette accentuation vers le bas de la volonté de développement indique la gravité de la situation. Il paraît maintenant très difficile d'atteindre à nouveau une croissance de chiffres. Selon certains pourtant, les investissements en équipement vont reprendre, signifiant dès lors, la fin de l'évolution négative de l'économie. D'un autre côté, ce sont essentiellement les investissements dans le secteur de la construction qui continuent à diminuer. En effet, les chiffres officiels indiquent une baisse de 7% des investissements dans ce secteur excepté pour les constructions de logements où la baisse est de 3,4%.

La propension à l'investissement a clairement diminué dans tous les domaines, excepté dans celui des services où, pratiquement entreprise sur trois envisage d'investir.

Propension à l'investissement dans les principaux secteurs de l'économie :

	oui	2002	2001	non	2002	2001
Secteur secondaire	27,3%		50,5%	71,9%		48,8%
Construction	17,5%		32%	82,5%		67,5%
Commerce	21,7%		40,3%	78,3%		59,7%
Services	30,3%		48%	68,6%		51,3%

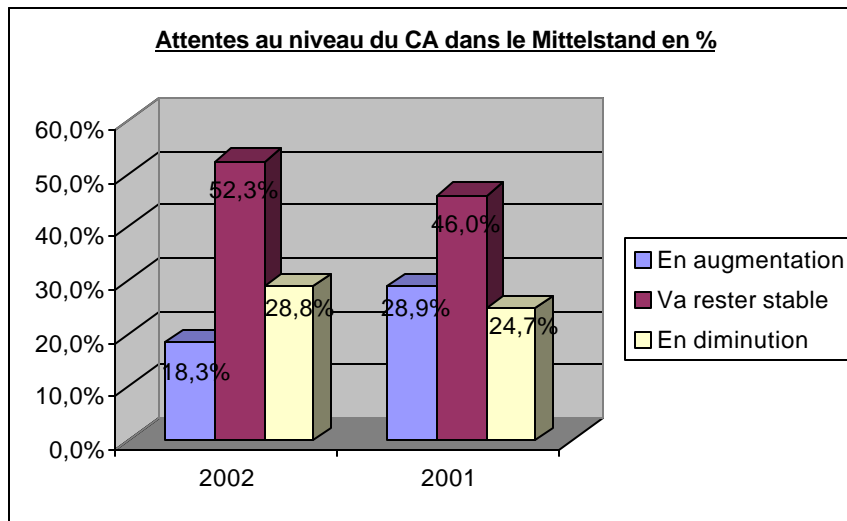
D'autre part, le volume des investissements a, lui aussi, diminué. En effet, les firmes qui sont toujours en phase d'investissements, le font moins que par le passé. Aussi 21,3% des PME admettent avoir diminué leur volume investi par rapport à 2001. En 2001, à la même époque, seulement 17,7% avouaient la même tendance. Dans le même ordre d'idées, aujourd'hui, seulement 37,8% des PME prétendent avoir un volume d'investissements plus élevé que l'an dernier alors qu'elles étaient 48,7% en 2001. Suite à ces constatations, nous ne sommes pas étonnés de voir que les préoccupations d'investissements concernent surtout le remplacement de machines et installations, plutôt que des motifs d'expansion.

Dans cette « crise » que nous vivons aujourd'hui, les entreprises émettent avant tout le désir que la Banque Centrale Européenne réduise ses taux d'intérêts. En d'autres

mots, beaucoup pensent que de l'argent « moins cher » pourrait relancer l'économie. Cependant, d'après le DIW¹⁸, en 2001, la BCE a déjà procédé à une réduction des taux d'intérêts qui n'a eu qu'un impact très faible. Cela prouve que la « crise » a plusieurs dimensions qui ne sont pas simples à résoudre.

2.2. Au niveau du chiffre d'affaires

Les entreprises du Mittelstand expriment un très faible espoir d'une amélioration de leur chiffre d'affaires vu l'évolution très faible de l'économie au cours du deuxième semestre 2002. L'espoir que leur chiffre d'affaires augmente d'ici le mois de juin est seulement de 18,3% alors qu'elles étaient 28,9% à espérer une telle évolution le semestre dernier. De plus, 28,8% des entreprises interrogées vont même jusqu'à craindre une diminution de leur chiffre d'affaires en automne 2002 alors qu'elles étaient seulement 24,7% l'année dernière. Enfin, le nombre d'entreprises qui espèrent, à l'avenir, une stabilité de leur chiffre d'affaires a, lui aussi, augmenté et s'élève à 52,3%. (L'an dernier : 46%)



Les craintes ont augmenté dans tous les secteurs de l'économie, et, inversement, les espoirs se sont réduits dans toutes les branches. Le secteur de la construction et celui du commerce semblent les plus pessimistes. En effet, il n'y a respectivement que 14,1% et 14,3% des entreprises interrogées de ces secteurs qui tablent sur une

¹⁸ DIW : Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung c'est-à-dire l'Institut Allemand d'économétrie.

augmentation de leur chiffre d'affaires. Ils sont même respectivement 34,4% et 32% à craindre une diminution de celui-ci. Dans le secteur des services, malgré qu'il soit celui où les espoirs d'une augmentation du chiffre d'affaires sont les plus grands (21,6%), l'atmosphère reste tout de même pessimiste car les craintes d'une chute du chiffre d'affaires restent plus importantes (24,2%) que les espoirs d'une amélioration.

Attentes au niveau du CA dans les principaux secteurs de l'économie en %			
	en augmentation	stable	en diminution
Secteur de transformation	19,2 (30,2)	50,6 (47,7)	29,8 (22,2)
Construction	14,1 (19,2)	50,8 (47,3)	34,4 (33)
Commerce	14,3 (30,9)	53,7 (44,9)	32 (23,4)
Services	21,6 (32,6)	53,4 (44,6)	24,2 (22,5)

Données entre parenthèses = données en 2001

Par ailleurs, il faut noter que le pessimisme des Mittelstand en ce qui concerne l'évolution de leur chiffre d'affaires n'est pas seulement influencé par le fait qu'elles craignent de conclure moins de contrats mais aussi par les tendances déflationnistes qui apparaissent au niveau des prix.

2.3. Au niveau du marché du travail

Au niveau du marché du travail, 65,7% des PME interrogées affirment qu'elles projettent de conserver le même nombre de travailleurs dans le futur. Ceci peut être interprété comme une des seules bonnes nouvelles dans la situation actuelle. Elles étaient 65,4% l'an dernier. Malheureusement, seules 7,6% envisagent d'engager du personnel supplémentaires dans le futur, alors qu'elles étaient 11,2% l'année dernière à la même époque. Enfin, 25,9% des PME interrogées prévoient une réduction d'effectifs à l'avenir alors qu'elles étaient seulement 23,1% l'an dernier.

L'Allemagne de l'est apparaît plus stable que l'Allemagne de l'ouest. En effet, si l'on prend en compte les entreprises qui envisagent une augmentation de personnel et, en même temps, celles qui affirment qu'elles vont conserver le même nombre de travailleurs, le pourcentage à l'est de 76,9% est plus élevé que celui à l'ouest de 72,7%. Toutefois, il ne faut pas oublier de tenir compte du fait que la situation du marché du travail est plus précaire dans les nouveaux Länder.

Evolution du personnel en Allemagne de l'est et de l'ouest				
	Ouest		Est	
	2002	2001	2002	2001
En augmentation	7,9%	11,5%	5,6%	10,5%
Inchangé	64,8%	66,4%	71,3%	62,9%
En diminution	26,5%	21,8%	22,0%	26,7%

Chapitre 3 : Les politiques en faveur du Mittelstand

Comme nous l'avons déjà dit plus haut, les PME sont le moteur de l'économie allemande. Elles sont le cœur de l'économie sociale de marché et le moteur de la croissance et de l'emploi. Il faut donc, à tout prix, les faire tourner le mieux possible. C'est ce que le gouvernement tente de faire grâce à de nombreuses initiatives et mesures destinées à les soutenir. Cependant, comme ces mesures se sont montrées insuffisantes à certains égards, le gouvernement a décidé de mettre en place une offensive, destinée à faciliter le travail des entreprises du Mittelstand et à le renforcer là où il est possible de le faire. Le but poursuivi à long terme est de faire profiter les PME de plus de flexibilité sur le marché du travail et d'ainsi assurer l'emploi.

Nous nous intéresserons, tout d'abord, aux mesures qui ont déjà été mises en place. Ensuite, nous verrons quelles sont les nouvelles mesures, prises récemment par le gouvernement. Par souci de clarté, nous avons séparé par sections les différentes mesures prises. Enfin, nous nous pencherons sur les politiques en faveur des PME au niveau européen.

Section 1 : Les mesures déjà en place¹⁹

Dans l'ensemble, les décisions du gouvernement dans sa politique vis à vis des entreprises du Mittelstand concernent les domaines suivants :

- 1/ la politique fiscale
- 2/ le financement du Mittelstand
- 3/ le passage vers la société de l'information

¹⁹ D'après Bundesministerium für Wirtschaft und Technologie, « Die Zukunft gestalten. Neue Dynamik im Mittelstand », Bonn, Juillet 2000, 75 pages.

- 4/ le renforcement de la culture des indépendants et de la concurrence
- 5/ le changement de générations
- 6/ l'égalité des chances entre hommes et femmes
- 7/ la formation et la spécialisation
- 8/ les innovations et technologies
- 9/ les aspects internationaux
- 10/ la suppression de la bureaucratie superflue
- 11/ les créations d'entreprises, leur existence et leur reprise
- 12/ la politique d'infrastructure

Nous ne rentrerons pas dans les détails pour l'ensemble de ces mesures, car ce n'est pas le but poursuivi dans ce travail, mais nous nous intéresserons plus précisément aux points 1/, 4/ et 10/.

1.1. La politique fiscale

Avec la politique fiscale, le gouvernement désire donner un coup de pouce décisif aux PME en leur rendant plus de libertés sur le plan de l'action économique. Grâce aux mesures de la réforme fiscale, celles-ci devraient normalement, d'ici 2005, connaître une baisse d'impôts de plus de 16,4 milliards d'€ **par an par rapport** à 1998. D'autre part, leur financement reste également un élément central, c'est pourquoi, en 2002, le gouvernement a mis à disposition 5,2 milliards d'€ **venant de ses propres** capitaux pour permettre l'accord de crédits avec des taux d'intérêts peu élevés. D'autre part, le groupe des banques du « Kreditanstalt für Wiederaufbau » (Institution de Crédit pour la Reconstruction) en collaboration avec « die Deutsche Ausgleichsbank » (Banque Allemande de Compensation), qui n'avaient pas encore fusionné, ont mis 9 milliards d'€ **supplémentaires** à disposition pour financer leurs demandes de crédits.

1.2. La nouvelle culture des indépendants

Le gouvernement renforce la compétitivité des Mittelstand grâce, notamment, au soutien à des centres de compétences, ainsi qu'à la modernisation des centres

existants et la création de nouveaux métiers de formation. Pour établir une nouvelle culture des indépendants, 42 chaires de créateurs d'entreprises ont été mises en place dans des universités allemandes depuis 1998. En outre, pour faciliter le changement de génération, le gouvernement, en collaboration avec plusieurs partenaires, a pris l'initiative « Nexxt ». Cette dernière consiste en différentes réunions et actions destinées à informer les futurs successeurs quant à la reprise d'une entreprise.

1.3. Les 80 mesures concrètes prises pour supprimer la bureaucratie superflue

Dans le cadre d'un plan pour supprimer la bureaucratie superflue, l'objectif principal est la réduction des charges administratives pour les Mittelstand. Quarante-vingts mesures concrètes ont déjà été prises et il faut maintenant poursuivre dans cette voie. De plus, en vue de l'eupéanisation et l'internationalisation des entreprises du Mittelstand, il existe plusieurs aides pratiques pour leur permettre de conquérir de nouveaux marchés.

Section 2 : Les nouvelles mesures qui vont être mises en place²⁰

2.1. Les politiques en faveur des créateurs d'entreprises et des très petites entreprises

a/ « Small-business-act »

Afin d'améliorer les conditions de départ pour les créateurs d'entreprises et les très petites entreprises, le ministre de l'économie, Monsieur Wolfgang Clement, a décidé de mettre en place, aussitôt que possible, un « Small-business-act » comprenant les éléments suivants :

1/ une taxation minimale et une comptabilité simplifiée pour les créateurs d'entreprises et pour les très petites entreprises.

²⁰ D'après BUNDESREGIERUNG, « Eckpunkte der Offensive für den Mittelstand », pages consultables à l'adresse : <http://www.bundesregierung.de/>

2/ un réexamen des activités artisanales en fonction de leur relation avec le Code de l'artisanat.

3/ des meilleures conditions de financement ainsi que des simplifications pour les changements de génération au sein de l'entreprise.

En outre, le gouvernement envisage également la suppression des contributions à la chambre de commerce et d'industrie et des artisans au cours des quatre premières années d'activités.

b/ Les sociétés unipersonnelles ou familiales à charge réduite

Le gouvernement a substantiellement amélioré les conditions que doivent remplir les chômeurs afin de devenir indépendants :

1/ S'ils désirent s'installer en tant qu'indépendants, ils peuvent bénéficier pendant trois ans de subventions pour les créations d'entreprises. Les créateurs ou créatrices d'une société unipersonnelle à charge réduite bénéficient également d'une protection en matière de pensions et d'assurance maladie (ainsi que d'une assurance en cas d'accidents).

2/ Le montant des subventions pour les créations d'entreprises diminue au fil du temps. La subvention de l'agence pour l'emploi s'élève à **600€ par mois pendant** la première année. La deuxième année, elle ne s'élève plus qu'à **360€ par mois, et la** troisième année, à **240€ par mois.**

3/ Les fondateurs d'une société unipersonnelle à charge réduite peuvent, pendant un an, disposer d'un revenu de **25.000€ sans perdre cette subvention.**

4/ Engager des membres de sa famille pour passer d'une société unipersonnelle à charge réduite à une société familiale est autorisé.

2.2. L'assurance du financement des Mittelstand

a/ La « Mittelstandsbank »

La fusion du « Kreditanstalt für Wiederaufbau » et de la « Deutsche Ausgleichsbank » a été décidée le 16 Octobre 2002. Ils forment aujourd'hui la « Mittelstandsbank » (Banque pour les PME). Les programmes ainsi que les moyens mis à la disposition des créateurs d'entreprises et des PME sont désormais concentrés

dans cette banque. La «Mittelstandsbank » propose, entre autres, un programme de micro-crédit pour les créateurs d'entreprises dans le secteur des services et de la « basse technologie ».

b/ Basel II (ou Bâle II)

Grâce au résultat de Basel II (à partir de 2006), le gouvernement fédéral espère une amélioration pour le Mittelstand allemand. En effet, pour beaucoup de PME, les conditions de financement par des capitaux étrangers vont s'améliorer et non s'aggraver. Grâce à Basel II, beaucoup d'entreprises sont supposées améliorer leur situation dans le futur.

c/ La morale des paiements

Les retards et les défaillances de paiement non seulement des personnes privées mais aussi des administrations publiques constituent aujourd'hui un problème important pour les artisans. C'est pourquoi, le gouvernement a mis en place des nouvelles conditions juridiques afin d'améliorer cette moralité des paiements. Néanmoins, par peur de ne plus conclure suffisamment de contrats par la suite, ces possibilités sont encore faiblement utilisées. De ce fait, le gouvernement a décidé d'analyser plus en détails ce problème avec la collaboration du «Zentralverband des Deutschen Handwerks » (Confédération générale de l'Artisanat Allemand) et des chambres de commerce.

2.3. Le plan pour la suppression de la bureaucratie

Pour continuer dans ce domaine, le ministère de l'économie a encouragé les confédérations, les entreprises et en particulier les Mittelstand, mais aussi les syndicats à dresser une liste des obstacles administratifs qui sont, à leurs yeux, les plus importants. Il leur a également demandé de réfléchir à des moyens pratiques afin de les supprimer. Quand cela aura été fait, un dialogue aura lieu entre les différents acteurs concernés afin de mettre en place cette « débureaucratiation ».

2.4. La modernisation des formations professionnelles et la promotion de places de formation

Il est nécessaire, dans l'intérêt du Mittelstand, de moderniser fortement et rapidement les emplois d'instructeurs existants et de créer des nouveaux emplois essentiellement dans le secteur des services. C'est pourquoi, le gouvernement va continuer de mettre en œuvre les propositions de la Commission Hartz²¹ afin de mobiliser des place de formation.

2.5. L'initiative d'innovations dans le Mittelstand

La croissance et l'emploi sont, en grande partie, assurés par des PME innovantes. C'est pour cette raison que, avec l'initiative d'innovation, on veille à ce que :

1/ les jeunes entreprises traitant des nouvelles technologiques profitent de certaines facilités à leur démarrage et qu'elles puissent bénéficier de financements spécifiques liés aux nouvelles technologies.

2/ un meilleur accès à la recherche pour les petites et moyennes entreprises soit mis en place.

3/ le transfert de technologie soit amélioré dans l'artisanat.

2.6. La campagne pour favoriser les exportations dans le Mittelstand

En Allemagne, une place sur trois est en lien avec l'export. Augmenter les activités d'export dans les PME représente un potentiel d'occupation énorme. C'est pourquoi, le gouvernement a décidé de promouvoir le commerce à l'exportation dans les PME.

La campagne du gouvernement comprend dix points essentiels, parmi lesquels :

1/ le renforcement des réseaux des chambres de commerce étrangères

2/ la multiplication des foires à l'étranger pour les PME

²¹ La Commission Hartz présente un programme de créations d'emploi. Elle a été formée au printemps 2002 autour du Chef des ressources humaines du groupe Volkswagen, M. Peter Hartz. Elle a élaboré, à la demande du gouvernement fédéral, un concept en vue de réformes à appliquer sur le marché du travail. La commission reflète, dans sa composition, l'ensemble des couches sociales. Le rapport de 350 pages qu'elle a établi est disponible depuis août 2002. Ses objectifs : diminuer de moitié le chômage et, par la même occasion, les dépenses inhérentes. Beaucoup de choses doivent changer: les personnes sans emploi seront placées plus rapidement, dirigées sur des postes de travail en régie. On encouragera l'autonomie.

3/ l'accès plus facile et plus rapide aux garanties d'exportations et garanties d'investissements.

Section 3 : Les politiques européennes en faveur des PME et de l'artisanat (2001-2005)²²

3.1. Objectif

La politique économique et celle en faveur des PME de l'UE ainsi que les nombreuses politiques de soutien qui en dépendent ont pour objectif principal, d'une part, de supprimer les éventuels désavantages que pourraient subir les PME par rapport aux grandes entreprises et, d'autre part, de renforcer les avantages de ces dernières et de les promouvoir.

L'UE comprend environ 200 programmes de soutien, mesures, initiatives, actions, etc. qui poursuivent cet objectif. Ceux-ci contiennent des procédures de demande, des partenaires de négociation, des conditions d'octroi et des échéances qui varient.

3.2. Les différentes possibilités en matière de politiques de soutien

a/ Les projets en relations avec les fonds structurels

Les PME ont la possibilité d'obtenir de l'aide dans le cadre des fonds structurels si celle-ci est destinée à remplir l'objectif premier des fonds, c'est-à-dire permettre la cohésion économique et sociale grâce à la réduction des différences de développements entre les différentes régions à l'intérieur de l'UE. De ce fait, seules certaines régions avec un retard de développement économique clairement défini ont droit à ces fonds.

²² D'après SOURCES D'EUROPE, CENTRE D'INFORMATION SUR L'EUROPE, « Actions communautaires en faveur des petites entreprises et de l'artisanat (2001-2005) », pages consultables à l'adresse : <http://www.info-europe.fr/europe.web/document.dir/fich.dir/QR00678.htm>

b/ Le quatrième programme pluriannuel pour les PME

A côté de la politique structurelle, il existe une série d'autres mesures de l'UE qui s'adressent aux PME. Ces mesures sont reprises dans le cadre du quatrième programme pluriannuel pour les PME allant de 2001 à 2005. En effet, l'UE y mène différentes projets à bien. Ce programme détermine les domaines d'actions prioritaires qui seront menées pour soutenir les entreprises et encourager l'esprit d'entreprise au cours de la période allant de 2001 à 2005.

Il a pour objectif principal d'aider les PME et les entrepreneurs à relever les nouveaux défis qui se présentent à eux. La Commission européenne est chargée de l'aspect financier du programme ainsi que de la mise en application des mesures et actions prises. Le budget s'élève à 450 millions d'€. **Toutefois, nous devons préciser** que ce programme ne prévoit aucun soutien direct aux entreprises.

En outre, il est important de signaler que toutes les entreprises faisant partie du Mittelstand ne sont pas concernées par ces actions car la définition du terme PME de la Commission européenne diffère en quelques points de celle du Mittelstand que nous avons repris dans notre travail²³. En effet, selon la Commission, : « *pour être considérée comme une **PME**, une entreprise doit avoir moins de 250 salariés. ..., une entreprise est considérée comme " **moyenne** " si elle a plus de 49 et moins de 250 salariés et un chiffre d'affaires annuel ne dépassant pas 40 millions d'€ ou un total du bilan annuel ne dépassant pas 27 millions d'€.. **Pour** être considérée comme " **petite** ", une entreprise doit avoir moins de 50 salariés et un chiffre d'affaires ne dépassant pas 5 millions d'€. Seront considérées comme " **très petites** ", les entreprises ayant moins de 10 salariés. Autre critère fondamental pour qu'une entreprise puisse être considérée comme une entreprise " moyenne " ou " petite ", son indépendance (ce qui signifie qu'elle ne peut être détenue à 25% ou plus par une grande entreprise ou conjointement par plusieurs grandes entreprises) »²⁴.*

²³ Voir partie I, chapitre 1, section 1.

En fait, le programme pluriannuel est un plan-cadre d'activités qui ont pour but :

1/ l'amélioration de la croissance et de la compétitivité des entreprises dans une économie internationalisée et fondée sur la connaissance. Il soutient de ce fait les actions destinées à :

- renforcer la compétitivité et l'innovation ;
- faciliter la libre circulation des marchandises ainsi que l'accès au marché ;
- préparer les entreprises à faire face à la mondialisation en encourageant, par exemple, la participation des PME au processus de normalisation et à sa mise en place ;
- fournir une importante palette d'aptitudes adaptées aux besoins des petites entreprises ;
- développer l'utilisation des nouvelles technologies ;
- encourager les pratiques innovantes et promouvoir l'établissement du développement durable.

2/ la simplification et l'amélioration de l'environnement administratif et réglementaire des entreprises, entre autres, via :

- un meilleur système d'évaluation de l'impact de toute proposition de législation communautaire sur les entreprises ;
- une meilleure réglementation et la simplification des charges administratives en général.

3/ l'amélioration de l'environnement financier des entreprises. Ces mesures comprennent notamment :

- l'accès des PME aux prêts et aux capitaux grâce à l'établissement d'un guichet « aide au démarrage », d'un mécanisme de garantie PME ainsi que de l'action capital d'amorçage et la Joint European Venture²⁵ ;
- l'organisation de rencontres entre les banquiers et les PME ;

²⁴ Voir à l'adresse : <http://cci.be/mons/pages46.html>

²⁵ Pour plus de précisions à ce sujet, consulter le Journal officiel des Communautés européennes, 29/12/2000, annexe I, pages L333/87 et L333/88, consultable à l'adresse : http://europa.eu.int/comm/enterprise/enterprise_policy/mult_entr_programme/doc/map_oj_fr.pdf

- ...

4/ la promotion de l'esprit d'entreprise et cela en :

- facilitant la création et la reprise des entreprises ;
- développant des projets qui encouragent l'esprit d'entreprise ;
- favorisant la culture d'entreprise ;
- identifiant et en promouvant des politiques spécifiques en faveur des PME.

5/ l'accès des entreprises aux programmes et aux réseaux communautaires de soutien en :

- améliorant le fonctionnement, la coopération et la coordination des réseaux communautaires, en particulier les Euro Info Centres ;
- promouvant l'organisation d'initiatives de coopération entre entreprises ;
- ...

Ces objectifs sont poursuivis à l'aide d'une série d'activités tombant dans l'une des trois catégories suivantes :

1/ Le réseau des Euro Info Centres : Ces derniers représentent une interface entre les institutions européennes et les acteurs locaux. Leur devoir est d'informer, de conseiller et d'assister les PME dans tous les domaines relatifs à l'Europe pour les rendre plus simples et plus efficaces aux yeux des entreprises.

2/ Les instruments financiers : Ce sont des plans, contrôlés par le Fonds Européen d'Investissement, qui visent essentiellement à améliorer l'environnement financier des entreprises, et plus spécialement des PME, en établissant des liens que les marchés financiers n'auraient normalement pas établis (ex : le plan start-up de European Technology Facility).

3/ La politique de développement : La Commission, en collaboration étroite avec les états-membres, analyse et étudie comment améliorer l'environnement général dans lequel les entreprises doivent agir. A cet égard, une attention particulière

est accordée à la procédure BEST, dans laquelle la Commission et les administrations nationales collaborent activement en vue d'une meilleure compréhension des nombreux problèmes auxquels les entreprises sont confrontées, afin d'identifier les meilleures pratiques à adopter et afin d'évaluer le choix des politiques.

Chapitre 4 : Les causes profondes de la « crise »

Comme nous avons pu le constater, l'économie allemande manque de dynamisme. En plus d'une conjoncture maussade, l'économie semble souffrir de problèmes structurels importants. Bien entendu, nous pouvons également constater un ralentissement international de l'économie, cependant, l'Allemagne semble plus touchée par la « crise »²⁶. C'est pourquoi, nous allons chercher à connaître les raisons profondes à l'origine de cette situation. Après avoir abordé les principales causes à l'origine de cette situation, nous nous pencherons plus en détails sur les problèmes spécifiques de l'Allemagne de l'est.

Il faut noter que nous parlerons dans ce chapitre de l'économie en général et non plus du Mittelstand. En effet, d'une part, le Mittelstand représente la quasi totalité des entreprises en Allemagne, et, d'autre part, vu les problèmes de l'économie en général, ceux-ci sont également ceux auxquels le Mittelstand est confronté. Il ne nous semble donc pas nécessaire de faire une distinction.

Section 1 : Les principales causes

Depuis le milieu des années 90, la croissance économique a ralenti. Entre 1995 et 2001, la moyenne de la croissance a été seulement de 1,6% par an²⁷. Cela représente une croissance de 1% en moins que la plupart des autres états-membres de l'UE même en ne tenant pas compte des pays où la cohésion est plus rapide (par exemple :

²⁶ Certains spécialistes parlent d'une véritable crise économique et d'autres sont d'avis qu'il ne faut pas exagérer la situation qui, certes, n'est pas très florissante. C'est pourquoi nous préférons mettre le terme « crise » entre guillemets.

²⁷ D'après DIRECTORATE GENERAL FOR ECONOMIC AND FINANCIAL AFFAIRS, « Germany's growth performance in the 1990's » dans Economic Papers, 2002, pp.1-2.

l'Espagne, l'Irlande, le Portugal et la Grèce). La seule année où la croissance a été un peu meilleure était 2000. Cela était dû au fait qu'il y a eu un boom des exportations sans précédents qui a permis une expansion de la croissance qui a alors presque atteint la moyenne européenne. Mais en 2001 et en 2002, l'économie a, à nouveau, plongé dans le ralentissement économique.

L'une des raisons majeures de ce ralentissement est liée aux effets de la réunification qui se font toujours sentir. D'une part, l'importance des coûts engendrés pour le financement de celle-ci a largement affecté la croissance économique depuis le milieu des années 90 et le secteur de la construction qui en souffre le plus. D'autre part, le manque de compétitivité des coûts, suite à la réunification, semble également à l'origine d'une partie des problèmes actuels de l'économie. Enfin, des facteurs structurels semblent aussi à l'origine d'une grande part du manque de dynamisme de l'économie : les rigidités sur le marché du travail, le système d'éducation défaillant, ainsi que la surréglementation de la vie économique associés à des facteurs liés à la réunification. Enfin, le passage à l'Union Monétaire Européenne est également invoqué pour expliquer les problèmes que connaît l'économie.

Nous allons maintenant nous intéresser à chacun de ces problèmes de manière plus détaillée dans les paragraphes suivants.

1.1. Les effets de la réunification

a/ Les coûts directs et indirects²⁸

Assurer l'intégration et la transition de l'économie est-allemande vers une économie sociale de marché ne s'est pas fait sans frais. Les coûts de la réunification ont été directs et se sont faits au travers de transferts financiers bruts des anciens vers les nouveaux Länder.

²⁸ D'après FILLIEULE Jan-Eric, « Les faiblesses de l'économie allemande : un état des lieux », dans Questions d'actualité, 28 Mai 2002, page 2.

Entre 1990 et 2001, 66 milliards d'€ ont été transférés vers les nouveaux Länder, soit environ 725 milliards d'€. En moyenne, chaque année, 4,5% du PIB des Länder de l'ouest a transité vers l'est. Cela a fortement augmenté la dette publique, qui a progressé d'environ 690 milliards d'€ et, de manière plus modérée, les prélèvements obligatoires. En effet, lorsque la situation budgétaire a commencé à devenir risquée, les taxes et les contributions de sécurité sociale ont été largement augmentées pour financer la réunification. De plus, pour la période 2005-2019, un deuxième Pacte de Solidarité²⁹ a été conclu pour un montant total d'environ 156 milliards d'€. Par ailleurs, il existe aussi plusieurs programmes de réhabilitation urbaine à l'Est (2 milliards entre 2002 et 2009).

Les coûts de la réunification ont également été indirects dans la mesure où les structures même de l'économie ont été bouleversées. La sphère productive, le marché du travail sont des secteurs qui en portent encore la marque.

b/ Un cas particulier : le secteur de la construction³⁰

Le secteur de la construction représentait 11,5% du PIB en 2001, contre 13% en 1991 et 15% en 1994. En moyenne, il a constitué 60% de l'investissement total au cours de la dernière décennie.

Dans les nouveaux Länder, le secteur de la construction a connu un essor considérable de 1991 à 1995. Les investissements ont alors progressé de 125%. Par ailleurs, les investissements de construction étaient également facilités grâce à des incitations fiscales, des primes publiques et des crédits à taux préférentiels. Puis, en 1995, une crise de surcapacités est venue succéder au boom immobilier. Le secteur est entré en récession et a reculé en moyenne de 2% par an depuis 1995.

Or, du fait de son importance dans le PIB, la croissance de l'économie a diminué en moyenne de 0,3 point. Sans cela, l'économie aurait pu croître de 2% depuis 1995

²⁹ Pour rappel, l'objet du Pacte de solidarité est le développement des infrastructures pour combler les retards encore importants à l'est et assurer la promotion économique de la zone.

³⁰ D'après FILLIEULE Jan-Eric, « op. cit. », p.7.

mais, au lieu de ça, sa croissance n'a été que de 1,6%. De plus, en 2001, le mauvais climat du secteur du bâtiment s'est encore aggravé et a amputé de moitié la croissance économique. Aujourd'hui, les anciens et nouveaux Länder contribuent à la récession, mais dans un rapport 60/40% et il ne faut pas espérer une reprise d'activité très forte du secteur. Une simple stabilisation de la situation serait déjà positive.

c/ Le manque de compétitivité des coûts³¹

La réunification a aussi entraîné la détérioration de la compétitivité de l'Allemagne vis à vis de l'extérieur. Si nous considérons que la compétitivité en matière de coûts se mesure par le coût moyen d'une unité de main d'œuvre, la compétitivité de l'Allemagne a largement régressé dans le début des années 90. Cela est dû aux augmentations de salaires effectuées, qui dépassaient largement les augmentations de productivité de l'économie (essentiellement à l'est), couplées avec une appréciation forte du Deutsche Mark.

Ce déclin de la compétitivité de l'Allemagne peut se voir, entre autres, dans la perte assez importante de marchés à l'exportation que l'Allemagne a connu depuis la réunification. De plus, il faut noter que les entreprises est-allemandes sont fortement concernées par ce problème. En effet, elles sont quasiment absentes des marchés mondiaux, ce qui entraîne un déficit commercial énorme. La faible présence d'investissements étrangers en Allemagne indique également la faible attractivité que représente l'Allemagne comme siège principal d'une entreprise.

Toutefois, cet effet négatif de la réunification semble avoir perdu de l'importance depuis 1995, puisque, depuis lors, ses effets se sont peu à peu dissipés. Ainsi, grâce à une réduction des salaires et à la faiblesse de l'€, **la compétitivité extérieure de l'Allemagne de l'ouest** semble se renforcer petit à petit mais ce n'est pas encore réellement le cas à l'est, où le coût d'une unité de main d'œuvre est resté assez élevé, c'est pourquoi il nous semblait important de signaler cet effet négatif.

1.2. Les facteurs structurels

a/ Les rigidités sur le marché du travail³²

Le marché du travail serait, d'après certains spécialistes, surréglementé et manquerait de flexibilité. De 1997 à 2000, l'emploi a progressé de 3% en Allemagne contre 9,3% en France par exemple. Nous pouvons donc constater que l'économie allemande semble moins capable de créer des emplois en période de forte activité. La faiblesse structurelle principale provient de la difficulté de passer d'un emploi de l'industrie vers les services mais aussi de la protection des travailleurs, trop importante aux yeux de certains.

Du côté des emplois dans l'industrie, il y a actuellement une importante récession dans le secteur. Depuis 1995, comme nous l'avons déjà dit auparavant, de nombreux emplois ont été supprimés dans ce secteur. Après avoir représenté 8,6%³³ de l'emploi total en 1995, il n'occupait plus que 6,7% en 2001. Par contre, l'emploi dans les services n'a progressé que de 6,1% depuis 1995. Par conséquent, le recul de l'industrie n'est pas compensé par la progression dans le secteur des services.

Au niveau de la protection des salariés, les lois qui les protègent sont très strictes. Il est pratiquement impossible de licencier quelqu'un contre l'avis du comité d'entreprise. De plus, les compétences des comités d'entreprises ont encore été élargies depuis 1998. Par ailleurs, les marges des entreprises sont de plus en plus restreintes, et la plupart d'entre elles sont incapables d'assumer le coût du travail, jugé trop élevé. En effet, d'après une enquête réalisée par le magazine « Der Spiegel », un employeur paie en moyenne **81 € de charges pour 100€ de salaire. Pour** couronner le tout, les charges élevées favorisent le travail au noir, autre grand problème de l'économie actuellement.

³¹ D'après DIRECTORATE GENERAL FOR ECONOMIC AND FINANCIAL AFFAIRS, « op. cit. », p.2.

³² D'après WURZEL ECKHARD, « Etude économique de l'Allemagne, 2001 », dans Synthèses de l'OCDE, 9 Mai 2001, p.4 consultable à l'adresse :

<http://www.oecd.org/pdf/M00005000/M00005850.pdf>

³³ Chiffres provenant de FILLIEULE Jan-Eric, « op. cit. », p.5.

b/ Le système d'éducation défaillant

L'étude internationale PISA de l'OCDE a fortement critiqué le système d'éducation allemand. Le système de formation professionnelle, quant à lui, alors qu'il a été un modèle pendant des décennies pour sa capacité à insérer les jeunes dans le monde du travail, connaît aujourd'hui des difficultés d'adaptation. Or, la population vieillit et l'Allemagne connaîtra bientôt un manque de main d'œuvre qualifiée³⁴.

En fait, le système semble ne plus fournir les qualifications requises pour assurer l'avenir du pays. En effet, paradoxalement, le nombre d'emplois vacants et le taux de chômage ont fortement progressé depuis 1994³⁵. Le plein emploi imposé par la constitution de la RDA était lié à un nombre très important de postes faiblement qualifiés. Lors de la réunification, le gouvernement a voulu établir la parité des salaires malgré des niveaux de productivité incomparables et la question de la requalification est souvent apparue comme insurmontable. Aujourd'hui, le modèle allemand de formation semble avoir atteint ses limites.

Ces facteurs a/ et b/ ont mené à un chômage de longue durée très important en Allemagne. Dans 51,5% des cas, les périodes de chômage dépassent 12 mois, contre seulement 46,6% des cas seulement en moyenne dans l'UE.

c/ La surréglementation de la vie économique³⁶

D'après de nombreux spécialistes, les charges administratives, très importantes en Allemagne, seraient à l'origine des faibles initiatives économiques et des créations d'entreprises peu nombreuses, surtout dans les nouveaux secteurs tertiaires, sensés être porteurs à l'avenir. Le gouvernement essaie de remédier à ce problème dans sa politique pour les Mittelstand, grâce à de nombreuses mesures concrètes déjà mises en place et à une série de nouvelles décisions qu'il projette de prendre³⁷.

³⁴ D'après UTERWEDDE Henrik, « op. cit. », p.25.

³⁵ D'après FILLIEULE Jan-Eric, « op. cit. », pp.5-6.

³⁶ D'après UTERWEDDE Henrik, « op. cit. », p.25

³⁷ Pour plus de détails, voir le chapitre 3 dans cette partie II.

1.3. Le passage à l'Union Monétaire Européenne

A cause de la convergence des taux d'intérêts, l'Allemagne a perdu l'avantage qu'elle avait sur ses voisins qui consistait dans un taux réel (hors inflation) plus bas. En outre, selon certains spécialistes, le cours du Deutsche Mark aurait subi une certaine surévaluation lors de la création de la monnaie unique, ce qui a pénalisé la compétitivité des prix allemande.

Section 2 : Les problèmes spécifiques à l'Allemagne de l'est³⁸

En Allemagne de l'est, la plupart des PME manquent de capitaux pour survivre. Beaucoup ne disposent pas d'assez de liquidités et se battent chaque jour pour leur survie. La possibilité d'obtenir des crédits à des taux quasi nuls ne les aide pas, pour beaucoup d'entre elles, car les frais de main d'œuvre sont trop élevés, la morale de paiements a disparu et il y a souvent trop de bureaucratie dans tous les domaines.

D'autre part, malgré les nombreux efforts fournis pendant la période de transition, l'économie est-allemande manque toujours de productivité par rapport à son autre moitié. La convergence avec l'Ouest a même presque stoppé depuis 1995. Après une augmentation rapide de la productivité de 33% à 64% du niveau de l'ouest en 1995, la productivité de l'est ne s'élevait qu'à 68,5% de l'ouest en 2000. De plus, le taux de chômage est, lui aussi, comme nous avons pu le constater précédemment, toujours plus élevé à l'est. C'est pourquoi, nous allons chercher à connaître les raisons de ce manque de productivité. Dans cette analyse, nous devons faire la différence entre les raisons liées à la réalisation des facteurs de production et celles liées au management des entreprises et aux conditions économiques générales.

³⁸ D'après RAGNITZ Joachim, « Lagging Productivity in the East German Economy : Obstacles to Fast Convergence », dans M. Dauderstädt/L. Witte (Hrsg.), *Cohesive Growth in the Enlarging Euroland*, Bonn 2001, pp. 94-105, consultables à l'adresse internet suivante : <http://fesportal.fes.de/pls/portal30/docs/FOLDER/POLITIKANALYSE/COHRAGNITZ.PDF>.

2.1. Facteurs liés à la production : le manque d'infrastructures, de capitaux et de connaissances

En ce qui concerne les facteurs de production, le manque de productivité des entreprises est-allemandes par rapport aux entreprises ouest-allemandes est essentiellement lié aux infrastructures déficientes, à la faible disponibilité de capitaux et à un certain manque de « capital de connaissances ».

Tout d'abord, malgré les investissements massifs qui ont été réalisés en matière d'infrastructures, des différences importantes subsistent entre les anciens et les nouveaux Länder surtout en ce qui concerne certaines d'entre elles (en particulier pour les infrastructures de transport).

Deuxièmement, en ce qui concerne la faible disponibilité de capitaux, il faut noter que, depuis la fin des années 90, la formation brute de capitaux fixes a augmenté de presque 90%. Cependant, en 1998, la disponibilité de ceux-ci dans les nouveaux Länder est à nouveau retombée et atteignait seulement environ 75% du niveau de l'ouest. Cette faiblesse en capitaux s'explique d'abord par le fait que les entreprises sont très petites dans les nouveaux Länder. Les relations avec le facteur prix sont également différentes de celles de l'Allemagne de l'ouest (où il y a une relation favorable entre les salaires et le taux d'intérêt). En d'autres termes, même si la main d'œuvre coûte le même prix à l'est qu'à l'ouest, elle va tout de même être moins productive du fait des équipements moins modernes et parce qu'il n'est pas possible de les remplacer à cause de la taille des entreprises, trop petites pour faire de tels investissements.

Troisièmement, le manque de « capital de connaissances » pourrait aussi expliquer la manque de productivité de l'économie est-allemande. En effet, la connaissance technique et les innovations sont généralement déterminants pour expliquer les différences de productivité entre les régions. A cet égard, le problème principal en Allemagne de l'est n'est pas tant le manque de disponibilité du capital mais davantage le fait que les entreprises rencontrent toujours des difficultés pour

transformer les produits et les procédés innovants en augmentant leur productivité afin d'obtenir des produits innovants davantage compétitifs sur le marché. Néanmoins, il y a des différences spécifiques à chaque secteur. De fait, les secteurs où le département R&D³⁹ est très actif, comme par exemple l'industrie chimique, la production automobile, etc. sont caractérisés par un faible capital de connaissances par rapport à l'Allemagne de l'ouest. Par ailleurs, ces secteurs courent également le risque d'être forcés, plus tard, à une production de biens « traditionnels » qui ne peuvent, eux, que dans une très faible mesure, augmenter le niveau de productivité de l'économie.

Quatrièmement, l'approvisionnement en capital humain peut également être considéré comme un facteur de manque de productivité. En effet, un capital humain spécialisé peut augmenter la productivité des entreprises. A cet égard, certains « capitaux en hommes » ne sont pas assez élevés. Il s'agit essentiellement de spécialistes dans des domaines spécifiques, essentiellement en R&D et marketing mais aussi dans des fonctions de management général. Par ailleurs, il y a aussi un manque de volonté et de capacité à devenir entrepreneur.

2.2. Facteurs structurels : la distribution sectorielle, la taille des entreprises, la force du marché

En dehors des facteurs liés à la production, le manque de productivité peut aussi être expliqué par des facteurs liés à la structure économique spécifique de l'Allemagne de l'est et à la manière dont les entreprises y sont gérées.

Premièrement, les structures économiques sectorielles (ou fonctionnelles) différentes par rapport à l'ouest, et concentrées autour de secteurs ayant une faible productivité contribuent à renforcer le manque de productivité. De plus, les industries qui sont typiquement caractérisées par un haut degré de productivité sont sous-représentées en Allemagne de l'est. En effet, comme nous l'avons déjà mentionné dans le paragraphe

³⁹ R&D signifie Recherche et développement .

précédent, les entreprises fortement actives dans le domaine de la R&D ainsi que celles qui travaillent dans le domaine des nouvelles technologies sont très faiblement représentées. Par ailleurs, comme nous le savons, la productivité d'un secteur dépend également du niveau de concurrence. Or, un grand nombre de sociétés est-allemandes, du fait de leur manque de compétitivité initial, se sont concentrées sur des marchés ayant un faible niveau de concurrence. Par conséquent, même si cela peut avoir des effets positifs sur le chômage, cela est, au contraire, très négatif sur le plan de la productivité. Enfin, il faut aussi noter que la plupart des investissements étrangers et ouest-allemands qui ont été réalisés en Allemagne de l'est sont principalement limités aux facilités de production alors que des activités telles que la R&D continuent d'être exercées aux sièges principaux de ces entreprises ayant investi. Ainsi, les emplois hautement qualifiés sont, par cette situation de faits, sous-représentés à l'est.

Deuxièmement, la taille des entreprises est un autre facteur structurel qui peut expliquer le manque de productivité. En effet, le secteur de transformation, par exemple, comprend très peu de grandes entreprises en Allemagne de l'est. Or, comme nous le savons, les petites entreprises sont incapables de faire des économies d'échelle, elles ont plus de difficultés pour survivre sur le marché et elles rencontrent souvent de gros problèmes quant à leur financement. C'est pourquoi, nous pouvons dire que, dans le secteur de transformation, le fait qu'il n'y ait aucune grande entreprise sur le marché provoque forcément un manque de productivité du secteur. Toutefois, nous devons préciser qu'il est inopportun d'utiliser la taille des entreprises comme explication du manque de productivité si l'on ne la met pas en relation avec d'autres facteurs.

Troisièmement, la puissance limitée du marché sur lequel agissent les entreprises en Allemagne de l'est et le manque de renommée des produits peuvent également être considérés comme des éléments contribuant au manque de productivité. En effet, les prix des produits est-allemands étant relativement moins élevés que les prix moyens allemands, les marges bénéficiaires dégagées sont également plus faibles. Nous pouvons en conclure qu'il s'agit là d'une raison majeure dans l'analyse des différences de productivité existantes entre l'ouest et l'est. (Ces différences de prix

pourraient même être, d'après M. Joachim Ragnitz, la raison de la moitié du manque de productivité de l'est par rapport à l'ouest).

Quatrièmement, une organisation ou un mode de production inefficace sont souvent cités comme des éléments explicatifs du manque de productivité. Cependant, dans le cas de l'Allemagne de l'est, ces raisons se révèlent moins significatives.

Cinquièmement, l'intégration insuffisante dans le réseau d'entreprises peut également être pris en considération pour expliquer le manque de productivité. Dans le cas des nouveaux Länder, l'établissement d'entreprises ouest-allemandes n'a malheureusement pas mené à un plus grand niveau d'intégration des sociétés est-allemandes dans le réseau national. Ce facteur est donc à prendre en compte pour expliquer le manque de productivité.

Enfin, les politiques économiques jouent également un rôle. Celles qui ont été menées depuis la réunification avaient pour objectif la convergence entre l'ouest et l'est. Cependant, il est possible que les nombreux programmes d'assistance disponibles aient entraîné une allocation inefficace des capitaux, qui de ce fait, a mené, elle aussi, à un manque de productivité.

En conclusion, les facteurs qui expliquent le manque de productivité en Allemagne de l'est sont nombreux et variés. Ils interagissent également de différentes façons les uns avec les autres et leur importance évolue au fil du temps.

Chapitre 3 : Conséquences de la « crise »

Section 1 : La faible demande intérieure⁴⁰

En conséquence des rigidités du marché de l'emploi, la consommation des ménages persiste à un niveau faible. En effet, celle-ci, représentant plus de la moitié du PIB, a connu entre 1991 et 2001 une progression annuelle moyenne de 1,5% équivalente à

celle du PIB. Cela semble être, à priori, une évolution normale. Toutefois, si nous analysons plus en détails la progression entre 1998 et 2001, nous constatons que la consommation a, en moyenne, progressé seulement de 1,9% (alors qu'en France par exemple, elle a augmenté de 3,2% dans le même laps de temps).

Par ailleurs, à ce sujet, nous nous devons de préciser que d'autres éléments sont aussi à prendre en compte pour expliquer la faible progression du revenu des ménages. Il en va ainsi pour l'inflation (2,3% en moyenne) qui est souvent reprise comme explication. Celle-ci a souvent réduit le pouvoir d'achat des ménages, dont la hausse moyenne a été de 1%.

Section 2 : Le manque d'investissements⁴¹

L'épargne a subi la montée des incertitudes (financement public de la réunification, montée du chômage et interrogations sur l'avenir des retraites). Comme nous avons pu le constater dans les chapitres précédents, les entreprises, comme les personnes privées, semblent avoir perdu confiance. Le taux d'épargne des ménages a fortement crû à l'opposé des investissements dont l'évolution s'est faite vers le bas.

En fin de compte, nous constatons que le manque de confiance ainsi que l'espoir d'une amélioration de la situation économique générale sont les raisons principales du manque d'investissements. Par ailleurs, les surinvestissements auxquels nous avons assisté à la fin des années 90 jouent également un rôle. En effet, ces surinvestissements ont entraîné de très grandes capacités qui ont nécessité beaucoup de temps pour leur mise à profit et les banques ont également accordés de très nombreux crédits. C'est pourquoi, aujourd'hui, elles sont moins souples dans leur acceptation vis à vis des demandes qui lui sont adressées à ce sujet. En outre, les entreprises du Mittelstand manquent aussi de moyens propres pour mettre en œuvre les investissements nécessaires.

⁴⁰ D'après FILLIEULE Jan-Eric, « op. cit. », p.4.

⁴¹ D'après CREDITREFORM, « op. cit. », pp.15-16.

En conclusion de ces sections 1 et 2, nous constatons que le marché du travail, soumis à des problèmes structurels importants (impact de la réunification, lente tertiarisation de l'économie,...) n'a pas réussi à générer suffisamment d'emplois. Ceci a eu pour conséquence une faible progression du revenu des ménages et de leur consommation, et, conjointement, un trop faible accroissement de l'investissement.

Section 3 : Les problèmes de financements dans le Mittelstand

Par suite de la mauvaise situation conjoncturelle, les entreprises du Mittelstand disposent, en moyenne, de 30% de capitaux propres, ce qui est assez faible. Or, de hauts capitaux propres jouent un rôle décisif lors des négociations de crédit : au plus une entreprise en dispose, au plus son champ de négociation est large, et au moins élevés sont ses coûts. La mauvaise situation de l'économie allemande est donc indirectement à l'origine de certains problèmes de financements que les Mittelstand rencontrent actuellement.

Toutefois, dans les dernières enquêtes menées par le « Creditreform », une stabilisation de la structure des capitaux propres se dessine dans les PME. Certains supposent que Basel II⁴² a commencé à porter ses fruits. Malgré cela, le nombre de sociétés ne disposant pas suffisamment de capitaux propres (moins de 10% par rapport au total du bilan) a encore augmenté en 2002 et s'élève maintenant à 41,2%. Cela représente un réel danger pour les capacités économiques des entreprises du Mittelstand.

Section 4 : La morale de paiements dans le Mittelstand⁴³

Suite aux différents problèmes dont souffre l'économie, les Mittelstand connaissent également, de plus en plus, des difficultés avec leurs clients qui deviennent de moins en moins solvables. Les raisons principales pour lesquelles les clients ont du mal à payer sont l'insolvabilité, l'endettement et le manque de liquidités. A ce sujet, les

⁴² Voir chapitre 3, section 2, §2.2. point b/

⁴³ D'après CREDITREFORM, « op. cit. », p.26.

clients est-allemands semblent mieux payer que les clients ouest-allemands. Par contre, le comportement de paiement s'est aggravé dans toutes les branches de l'économie. Cependant, c'est dans le secteur de la construction que les entreprises doivent attendre le plus longtemps pour encaisser les sommes qui leur sont dues.

Section 5 : Les fermetures d'entreprises dans le Mittelstand⁴⁴

a/ Les fermetures dans les faits

D'après les statistiques de l'Institut « Creditreform », le nombre de fermetures d'entreprises aurait augmenté de 66,4% au cours de l'année 2002. Dans l'ensemble, on compte plus de 82.400 fermetures, dont 37.700 dans les entreprises, de toutes tailles et de toutes formes juridiques. En 2001, l'Allemagne avait enregistré 32.390 fermetures d'entreprises. Il s'agit donc d'une augmentation de 16,4%.

Pour mieux réaliser l'importance de ces fermetures d'entreprises, voici un tableau détaillant leur nombre total enregistré depuis 1991.

Totalité des déclarations d'insolvabilité entre 1991 et 2002		
Année	Fermetures d'entreprises	Augmentation en %
1991	8 837	
1992	10 920	23,6%
1993	15 148	38,7%
1994	18 824	24,3%
1995	22 344	18,7%
1996	25 530	14,3%
1997	27 474	7,6%
1998	27 828	1,3%
1999	26 620	-4,3%
2000	27 930	4,9%
2001	32 390	16,0%
2002	37 700	16,4%

Source : Creditreform, « Wirtschaftslage & Finanzierung im Mittelstand », Neuss, Octobre 2002, p.27.

Malheureusement, il apparaît aussi que 99% des entreprises insolvable comprennent moins de 100 travailleurs et parmi ces 99%, une majorité est constituée de très petites

⁴⁴ D'après CREDITREFORM Wirtschafts- und Konjunkturforschung, « Insolvenzen – Neugründungen – Lösungen, Jahr 2002 », Neuss, Décembre 2002, pp.1-4.

entreprises comprenant 1 à 5 travailleurs. Le Mittelstand est en train de mourir « lentement mais sûrement ».

Enfin, si l'on compare les chiffres entre l'ouest et l'est, il en ressort que, étonnamment, le taux d'insolvabilité a augmenté de manière relativement plus faible à l'est qu'à l'ouest. Cela est sans doute dû au fait que les entreprises se sont consolidées dans les nouveaux Länder.

b/ Les raisons des fermetures d'entreprises

Cette augmentation serait due à une aggravation de la stabilité financière des entreprises, causée par la situation économique peu favorable. Par ailleurs, les curateurs de faillites se plaignent aussi du fait que les bénéficiaires d'un redressement d'entreprise sont taxés. Selon eux, il s'agit là d'une des raisons majeures pour lesquelles les PME ne demandent pas de l'aide quand elles pressentent la faillite.

Chapitre 5 : Comment sortir de la « crise » ?

Pour sortir de la crise, c'est au gouvernement qu'il revient de prendre des mesures. C'est pourquoi, après vous avoir expliqué quelles sont les projets récents du gouvernement, nous verrons quel est l'avis des Instituts de Conjoncture à ce sujet. Nous nous intéresserons également à l'opinion qu'a émis le Conseil des Sages et enfin, nous verrons ce qu'il en est du côté des entreprises.

Section 1 : Au niveau du gouvernement⁴⁵

Pour améliorer la situation économique du pays, le chancelier allemand a annoncé en décembre 2002 qu'il projetait d'importantes réformes des systèmes de sécurité sociale. Le nouveau super-ministre de l'économie a confirmé les intentions du chancelier en appelant à libérer l'économie allemande de certaines rigidités. A cet égard, il a annoncé l'ouverture à la concurrence des secteurs monopolistiques du

⁴⁵ D'après N., « Gross Offensive für den Mittelstand », dans Markt-Aktuell, 7 Janvier 2003, consultable à l'adresse : <http://www.markt-aktuell.de/>

service public, la baisse des prélèvements obligatoires, l'encouragement des PME via la Mittelstandsbank et la lutte contre la surréglementation bureaucratique qui pèse sur les entreprises. Le ministre de l'économie propose également de libéraliser les heures d'ouverture des magasins. Il appelle à une « *alliance pour le renouveau* ». Il entend par là que les différents groupes de la société s'allient pour proposer des réformes et instaurer une restructuration et un renouveau de l'économie nationale. Cela ne doit se faire au détriment de quelque groupe politique que ce soit et pour créer un climat propice aux changements. La mise en place des réformes proposées par le rapport sur la réforme du fonctionnement du marché du travail de la Commission Hartz doit servir de premier test sur l'efficacité du gouvernement. Nous verrons dans le futur si le gouvernement a respecté et tenu ses engagements et s'ils ont l'effet voulu.

Notons qu'en ce qui concerne plus spécifiquement le Mittelstand, les nouvelles mesures du gouvernement ont été expliquées en détails dans la section 2 du chapitre 3 dans cette même deuxième partie.

Section 2 : Au niveau des Instituts de Conjoncture⁴⁶

Face à la politique gouvernementale, les Instituts de Conjoncture sont très critiques sur deux points, qu'ils considèrent comme incompatibles avec la politique de croissance et d'emploi indispensable à long terme pour améliorer la situation économique du pays. D'une part, les instituts de conjoncture critiquent les réformes projetées en matière d'emploi dans le cadre de la commission Hartz⁴⁷. En effet, selon eux, elles ne pourront pas traiter en profondeur le problème du chômage. Pour se faire, il faudrait, d'après eux, créer un environnement favorable aux activités, par conséquent, à la croissance, et, en fin de compte, à la création d'emplois. A cet effet, une révision des salaires de substitution ainsi qu'une politique salariale modérée sont nécessaires. C'est sur cela que le gouvernement devrait se concentrer et non sur l'amélioration de l'efficacité de l'Office Fédéral du Travail en terme de placement

⁴⁶ D'après BOURGEOIS Isabelle, « Avis de tempête », dans Regards sur l'économie allemande – Bulletin économique du CIRAC, n°59/2002, p.4.

⁴⁷ Pour plus de détails, voir chapitre 3, section 2, point 2.4.

des chômeurs. D'autre part, les Instituts de Conjoncture critiquent le fait que le gouvernement a annoncé un objectif de consolidation sans réellement prévoir quelles subventions réduire et les réformes législatives qui sont à effectuer. A leurs yeux, l'Etat doit réduire ses dépenses de consommation pour investir, entre autres, dans le capital humain. Et, pour poursuivre cet objectif de consolidation, certains sont d'avis qu'il faut assouplir les conditions du Pacte Européen de Stabilité, alors que d'autres affirment le contraire.

Section 3 : Au niveau du Conseil des Sages⁴⁸

Par ailleurs, le Conseil des Sages, composé de cinq universitaires éminents, a présenté en fin d'année son rapport sur l'état de l'économie allemande au gouvernement. Ce dernier rappelle que la tâche première de l'Etat est, avant tout, de créer un environnement favorable à la croissance et l'emploi. Ce devoir implique que le gouvernement doit formuler des objectifs à long terme, surtout au début d'une nouvelle législature. Or, d'après eux, il n'existe actuellement aucune stratégie consistante et globale pour plus d'emplois et de croissance. Il n'y a pas non plus de mesures fiscales adéquates ou de projets en vue de réduire les déficits afin de pouvoir respecter les critères de Maastricht. C'est pour ces différentes raisons que le Conseil des Sages propose un plan en trois volets : tout d'abord, ils désirent accroître l'offre d'emplois en abaissant les prélèvements et en rétablissant une politique salariale modérée. Ensuite, ils veulent abaisser le seuil des salaires « de prétention » pour remédier à l'inactivité. Enfin, ils cherchent à augmenter la flexibilité en supprimant tous les freins à l'embauche que contient le droit du travail ou qui sont maintenus par les syndicats. Mais, bien sûr, mettre en œuvre un tel programme, produirait ou produira, si le gouvernement s'y attelle, de nombreuses oppositions.

Section 4 : Au niveau des Mittelstand

D'autre part, d'après l'enquête menée par le « Creditreform »⁴⁹, les entreprises ont également leur avis quant aux mesures politiques et économiques à prendre afin

d'améliorer la situation économique allemande. Selon 89,1% d'entre eux, il faut, avant tout, diminuer les coûts salariaux. Le secteur de la construction semble particulièrement insister sur ce point, avec 94,5% de réponses positives. Ensuite, les PME sont d'avis qu'il faut réduire l'impôt des sociétés (selon 80,6%). En troisième lieu, les PME interrogées prônent, à 68,7%, une modernisation du droit social. Plus de la moitié des entreprises interrogées plaident aussi en faveur d'une politique salariale modérée (52,4%). Un peu moins de la moitié (44%) est d'avis qu'il faut améliorer le système de formation pour qu'il soit mieux adapté aux besoins de l'économie. Enfin, 48,6% émettent le souhait d'avoir accès plus facilement aux moyens de financement. En revanche, seulement un petit nombre est d'avis qu'il faut promouvoir les innovations pour améliorer la situation de l'Allemagne.

Chapitre 6 : L'élargissement de l'Union Européenne

Si le calendrier de l'élargissement est respecté, l'Europe des 15 devrait, dès 2004, devenir l'Europe des 25⁵⁰. Avec l'élargissement, le nombre de pays constituant l'UE va quasiment doubler. La population européenne va augmenter de 105 millions de personnes, soit plus de 28% d'accroissement. Le revenu par habitant des futurs membres équivaut, en moyenne, à moins de 40% de la moyenne européenne. Par conséquent, il est prévu que l'élargissement n'accroîtra que de 11% le PIB de l'UE. L'élargissement va donc, sans aucun doute, avoir un impact économique important, notamment sur les entreprises du Mittelstand.

Dans une première section, nous nous intéresserons aux conséquences positives et négatives de l'élargissement sur le Mittelstand. Ensuite, nous chercherons à savoir quelles sont les conditions d'un élargissement réussi pour les PME.

⁴⁸ D'après BOURGEOIS ISABELLE, « op.cit. », p.5.

⁴⁹ D'après le CREDITREFORM, « op.cit. », page 30.

⁵⁰ D'après VAN GRIEKEN Jean-Paul, « Elargissement de l'Union Européenne : opportunité ou menace ? », pages consultables à l'adresse : http://www.sdi.be/fr/I&E_2002_10_p18_19.html

Section 1 : Conséquences sur le Mittelstand⁵¹

1.1. Les aspects positifs

D'après la plupart des études, l'élargissement présente différents avantages économiques pour les entreprises. Tout d'abord, il multiplie les débouchés des PME allemandes en développant leurs exportations vers les pays d'Europe centrale et orientale et les activités qu'elles peuvent y exercer. Ensuite, il facilite le commerce des produits allemands dans ces pays grâce à la levée des barrières à l'exportation et à l'importation. Plus précisément, il supprime toutes les entraves tarifaires bilatérales au commerce et en mettant en œuvre un tarif externe commun pour les importations réalisées avec des pays non européens. En outre, l'élargissement pourra éventuellement permettre à certaines entreprises allemandes de tirer profit d'économies d'échelle. Enfin, il rendra le commerce et les relations économiques avec les pays d'Europe centrale et orientale plus facile en appliquant une uniformisation de la législation. A priori donc, tout ces éléments devraient favoriser la croissance économique et l'emploi au sein de l'Union élargie, dans tous ses états-membres.

1.2. Les aspects négatifs

Malgré tous ces éléments positifs, plusieurs incertitudes subsistent. Premièrement, il est impossible de déterminer l'impact exact qu'aura l'élargissement sur le budget de l'UE. De ce fait, il n'est pas certain que les PME continueront à recevoir le même soutien de la part de l'Union. Deuxièmement, certains secteurs de l'économie risquent de subir une forte pression à cause de l'élargissement, ce qui peut compromettre leur viabilité et l'emploi. Il s'agit essentiellement des secteurs ayant une intensité de main d'œuvre plutôt forte. Deux facteurs joueront un rôle important dans ce cas de figure : l'éventuelle délocalisation de certaines activités due à des conditions de production plus avantageuses dans les nouveaux entrants et l'importance de produits bon marché en provenance de ces pays. Enfin, il est possible

⁵¹ D'après CONSEIL CENTRAL DE L'ECONOMIE, « Avis sur l'élargissement de l'Union

que les futurs adhérents opèrent des dévaluations à court terme, du fait qu'ils ne sont pas encore tenus de satisfaire aux critères de convergence de la zone €. **Cela pourrait** créer une concurrence fiscale, qui serait nuisible aux entreprises.

Section 2 : Conditions d'un élargissement réussi pour les PME⁵²

Pour éviter que l'élargissement soit synonyme de chaos économique, l'UE devra, à tout prix, opérer une transition graduelle dans l'ouverture des frontières, tant pour les personnes que pour les services, pour le bien-être des PME des pays adhérents. Elle devra également mettre en place des mécanismes de transition dans les domaines de la politique environnementale, de la politique sociale et de la sécurité sur le lieu de travail, surtout pour le bien-être des états-membres. Ces deux périodes de transition devraient se dérouler parallèlement. Il faudra aussi qu'elle veille à l'uniformisation ou l'harmonisation du système des pensions, de la sécurité sociale, des taxes et des barèmes salariaux. Et, pour que tout se passe bien, il est nécessaire que ce processus soit accompagné par de programmes de soutien financés par le secteur public et centrés sur les PME.

Toutefois, la question de la durée nécessaire des périodes de transition fait l'objet d'un important débat. Certains sont d'avis qu'il faudrait déjà établir certaines mesures d'ouverture des marchés de l'emploi actuellement, dans la période de pré-adhésion. Mais tout le monde n'est pas d'accord. Toujours est-il qu'il est nécessaire, de manière générale, d'élaborer des mécanismes dynamiques et flexibles non seulement à cause des importants flux migratoires probables mais aussi parce que l'évolution démographique attendue en Europe à partir de 2010 provoquera certainement une contraction des marchés de l'emploi des deux côtés des frontières actuelles de l'UE. Il y aura un manque de main d'œuvre, essentiellement qualifiée. C'est pourquoi, l'ajustement sera peut-être plus facile que prévu et pourrait raccourcir les périodes de transition.

Européenne », pages consultables à l'adresse: <http://www.ccecrb.fgov.be/cce/text/doc03-87.pdf>

Comme on le voit, moyennant un certain nombre de précautions élémentaires, l'élargissement de l'Europe peut présenter des opportunités pour le développement des PME mais, même après la fin de l'application des mécanismes de la période de transition, les PME des deux côtés des frontières de l'actuelle UE devront s'adapter à la nouvelle situation.

Conclusion

Au terme de cette seconde partie, diverses conclusions sont à tirer.

Premièrement, la faible demande intérieure, la chute des investissements et la stagnation de la consommation des ménages combinés à une politique budgétaire problématique démontrent la mauvaise **conjoncture** de l'**Allemagne**. D'autre part, la faible croissance du PIB et du nombre d'actifs indique que l'économie connaît également une importante perte de vitesse du point de vue **structurel**.

Deuxièmement, les entreprises du **Mittelstand** semblent également en **situation** très difficile dans tous les secteurs de l'économie puisqu'elles considèrent la conjoncture comme la plus mauvaise de ces dernières années. Leur chiffre d'affaires et le nombre de chômeurs confirment cette mauvaise atmosphère par une évolution générale négative. De plus, les PME se montrent aussi très pessimistes quant à leurs perspectives d'évolution, qu'il s'agisse des investissements, de leur chiffre d'affaires ou du marché du travail.

Troisièmement, le gouvernement a déjà mis en place certaines **politiques pour aider** ces entreprises (ex : nouvelle politique fiscale, nouvelle culture des indépendants, actions en vue de la suppression de la bureaucratie,...). D'autre part, une série de nouvelles mesures vont prochainement être prises pour, entre autres, favoriser la création d'entreprises, assurer le financement des PME, moderniser la formation

⁵² D'après UEAPME & L'ACADEMIE AVIGNON, « Futurisme. Futur Dialogue Social dans les PME », pages consultables à l'adresse : http://www.ueapme.com/docs/futurisme/Finalconference/Pilotproject-II-Final_fr.doc

professionnelle, Au niveau de l'UE, il existe aussi plus de 200 programmes de soutien, initiatives, actions, etc., comme notamment, le programme pluriannuel pour les PME, en faveur de celles-ci et de l'artisanat.

Quatrièmement, plusieurs **causes** sont à l'origine **de la « crise »** économique que connaît l'Allemagne aujourd'hui. Tout d'abord, les effets de la réunification semblent toujours se faire sentir directement et indirectement et, le secteur de la construction en est le plus affecté. La réunification a également entraîné la détérioration de la compétitivité du pays, vis à vis de l'extérieur, de manière plus marquée en Allemagne de l'est. Ensuite, les rigidités sur le marché du travail, associés à la surréglementation de la vie économique et à un système d'éducation défailant provoquent les importants problèmes structurels que nous avons décrits précédemment. Enfin, le passage à l'Union Monétaire Européenne semble également avoir pénalisé la compétitivité allemande. L'Allemagne de l'est connaît aussi quelques difficultés qui lui sont propres : les PME y manquent généralement de capitaux, elles ne sont pas assez productives et le taux de chômage est plus élevé qu'à l'ouest. Ces problèmes seraient dus, d'une part, au manque d'infrastructures, de capitaux humains et de connaissances et d'autre part, au niveau structurel, à la faible distribution sectorielle (concentrée autour des secteurs de faible productivité), la petite taille des entreprises et la force limitée du marché.

Cinquièmement, cette « crise » a des **conséquences** à plusieurs niveaux. En plus de la faible demande intérieure, elle entraîne un manque d'investissements, ainsi que des problèmes de financements pour les PME, manquant de capitaux propres. Elle aggrave aussi la morale de paiements et provoque de nombreuses fermetures d'entreprises.

Sixièmement, **pour en sortir**, plusieurs **voies** sont envisageables. Tout d'abord, le gouvernement projette d'importantes réformes concernant la sécurité sociale, l'ouverture à la concurrence, les prélèvements obligatoires et la surréglementation bureaucratique. Il désire aussi encourager les PME via la Mittelstandsbank. Ensuite, les Instituts de Conjoncture sont d'avis que le gouvernement devrait surtout se concentrer sur une révision des salaires de substitution ainsi que sur une politique

salariale modérée. De plus, l'Etat doit, selon eux, réduire ses dépenses de consommation et davantage investir, entre autres, dans le capital humain. Puis, le Conseil des Sages, au vu de l'état de l'économie, insiste sur le devoir du gouvernement de formuler des objectifs à long terme en matière d'emplois et de croissance. Il propose, à cet égard, un plan en trois volets. Enfin, les entreprises du Mittelstand se prononcent, elles, avant tout, en faveur d'une diminution des coûts salariaux, une réduction de l'impôt des sociétés, une modernisation du droit social et une politique salariale modérée. Elles désiraient aussi que le système de formation, ainsi que l'accès aux moyens de financement, soient meilleurs.

Et enfin, malgré les différents avantages économiques que représente **l'élargissement** pour les PME, plusieurs incertitudes subsistent. C'est pourquoi, afin de s'assurer de son impact positif sur celles-ci, il faut que l'ouverture des frontières se déroule de façon progressive. Elle doit aussi être accompagnée d'une série de mécanismes de transition et de programmes de soutien à leur égard. Si tout se déroule bien, les PME des deux côtés des frontières en ressortiront gagnantes.

PARTIE III : ETUDE DE CAS : LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION A BRANDEBOURG

Introduction

La force économique de l'Allemagne est et reste le Mittelstand. Les petites et moyennes entreprises, avec les indépendants, sont, en effet, au nombre d'environ 3,3 millions dans l'artisanat, les secteurs industriels et non-industriels, le commerce, les services et les métiers libres. Suivre un tel sujet serait une mission débordant la présente étude. En effet, il nous aurait été impossible d'interroger des entreprises de tous les secteurs et dans tous le pays. D'autre part, il nous a semblé plus intéressant de nous focaliser sur le secteur de la construction à Brandebourg pour les motifs suivants :

- Notre travail cherchant avant tout à connaître la situation actuelle des entreprises du Mittelstand et comment se dessine son avenir, il nous fallait trouver un secteur, principalement composé de PME. Le secteur de la construction s'est dès lors révélé très représentatif⁵³.
- Les problèmes de la « crise » actuelle que connaît l'économie sont, en grande partie, dus au poids de la réunification, et d'une certaine manière, aux nouveaux Länder, qui dans l'ensemble, vont moins bien que ceux de l'ouest. De ce fait, il nous a paru plus intéressant de nous concentrer sur un Länder de l'est.
- La « crise » touchant particulièrement le secteur de la construction et de manière encore plus flagrante les nouveaux Länder, il nous a paru plus judicieux de nous focaliser sur ce dernier.
- Par ailleurs, ayant l'occasion de séjourner à Berlin pendant deux mois, il s'avérait également plus pratique d'étudier le Land de Brandebourg plutôt qu'un autre du fait de sa proximité. Berlin nous semblait être un cas plus

⁵³ En effet, d'après les dires de Monsieur Erdmann, porte-parole de la « Bauindustrieverband » (confédération des entreprises du bâtiment) de Berlin-Brandebourg, en novembre 2002, on comptait

particulier et dès lors moins représentatif du fait de sa situation plus complexe et de sa réunification interne.

Certes, il n'aurait pas été inintéressant d'interroger des entreprises d'un autre secteur, tel que celui des services par exemple, mais la structure de l'échantillon devait procéder d'un choix raisonné. Dès lors, notre choix s'est porté sur la catégorie des sociétés décrites ci-dessus pour les raisons évoquées.

Dans cette troisième partie, après un bref aperçu de la situation économique générale de Brandebourg et de celle du bâtiment, nous nous intéresserons aux résultats de l'enquête que nous avons menée.

Chapitre 1 : La situation de Brandebourg au printemps 2002

Section 1 : Situation économique générale⁵⁴

1.1. Au niveau global

La situation économique du Land Brandebourg a été caractérisée par ces différents éléments dans le courant du premier semestre 2002 :

1/ Le ralentissement conjoncturel mondial auquel nous avons assisté l'année dernière a aussi laissé des traces à Brandebourg : Le PIB a baissé de 0,8% dans le courant du premier semestre 2002.

2/ Dans l'industrie du bâtiment, la tendance négative s'est confirmée.

3/ La situation de l'artisanat est également très tendue du fait que son développement général est largement influencé par celui de l'industrie du bâtiment.

45.300 employés dans le secteur de la construction dont 27.200 dans des entreprises de moins de 20 employés

⁵⁴ D'après MINISTERIUM FÜR WIRTSCHAFT DES LANDES BRANDENBURG, « Brandenburger Wirtschaftsreport », Potsdam, juillet 2002, pp.6-8,22,28

En effet, le chiffre d'affaires a diminué de 13,1% au cours du premier semestre 2002, par rapport à la même époque, l'an dernier.

4/ Le secteur touristique est l'un des seuls à ne pas subir la crise puisque le nombre de vacanciers a encore augmenté de 2% durant l'hiver et presque de 6% pendant l'été par rapport à l'an dernier.

5/ Les exportations du Land ont diminué de 6% en 2001. Dans l'ensemble, le montant des exportations s'est élevé à 4,5 Mrd. d'€ **durant l'année 2001, avec près de la moitié de celles-ci destinées à l'UE.**

6/ En moyenne pour l'année 2001, il y a eu à Brandebourg 1,04 millions de personnes actives, ce qui représente une diminution de 2,2% par rapport à l'année 2000. La plupart des licenciements se font dans l'industrie du bâtiment tandis que le secteur secondaire parvient à maintenir son niveau d'occupation.

7/ En juin 2002, le nombre de chômeurs était légèrement plus élevé que l'année dernière. Le taux de chômage s'élevait alors à 18,5%.

1.2. Au niveau du produit intérieur brut

Le PIB de Brandebourg a diminué de 0,8% au cours de l'année 2001. Après avoir encore reculé de 1,7% au cours du premier semestre, il s'est légèrement amélioré au cours du deuxième. Cette amélioration semble s'être poursuivie en 2002. En effet, la plupart des instituts dépendants du ministère de l'économie de Brandebourg ont pronostiqué un taux de croissance entre 0% et 0,8% pour 2002. Pour 2003, ils prévoient une croissance encore plus importante.

Les différents secteurs de l'économie sont marqués par des tendances opposées. De fait, le secteur de la transformation a augmenté sa valeur ajoutée de 1,2% au cours de l'année 2001. Grâce à cela, l'industrie a également connu une tendance à l'amélioration. Par contre, le secteur de la construction, en processus de déclin depuis

des années, a continué sa chute en 2001, et a rendu le résultat général de l'économie moins bon.

Toutefois, malgré les difficultés conjoncturelles et les problèmes structurels dans l'industrie du bâtiment, Brandebourg est, dans l'ensemble, en meilleure posture que les autres nouveaux Länder. En 2001, le PIB par travailleur (productivité des travailleurs) s'élevait à 39.340€. **Par conséquent, Brandebourg est le mieux loti en** Allemagne de l'est. Par ailleurs, le revenu moyen par habitant a atteint 16.300€, un chiffre assez moyen.

En 2001, le niveau économique de la région de Brandebourg s'est légèrement rapproché de celui des anciens Länder. Le PIB par travailleur s'élevait à 76,8% du niveau ouest-allemand en 2001 contre seulement 76,3% l'année précédente.

1.3. Au niveau du marché du travail

Le nombre de travailleurs a légèrement diminué de 2,2% en 2001 à Brandebourg : dans l'ensemble, on comptait 1,04 million de personnes actives. La plupart des travailleurs se retrouvaient, par ordre d'importance, dans le secteur des services publics et privés (340.800), puis dans le commerce, l'hôtellerie, les transports et enfin dans l'industrie manufacturière.

Le taux de chômage élevé continue de représenter un challenge important à vaincre. En juin 2002, le nombre de chômeurs était légèrement plus élevé que l'année dernière à la même époque. Dans l'ensemble, on comptait 231.750 chômeurs, soit 4.060 personnes sans emploi supplémentaires par rapport à l'an dernier au même moment. Le taux de chômage s'élevait à 18,5%. En outre, plus de 47.000 personnes étaient actives grâce à des politiques pour l'emploi mises en place par le gouvernement.

1.4. Au niveau des ouvertures et fermetures d'entreprises

Différentes tendances ont marqué les créations d'entreprises en 2001. D'une part, les trois premiers trimestres ont été très propices à l'ouverture de nouvelles entreprises. D'autre part, au cours de dernier trimestre, le Land a enregistré davantage de fermetures que de nouvelles entrées. Toutefois, dans l'ensemble, le bilan de 2001 est assez satisfaisant. On comptait aussi près de 1.600 déclarations d'ouverture en plus que de fermetures. En outre, il y a eu plus de créations d'entreprises au cours du premier trimestre 2002 qu'au cours du même trimestre en 2001.

1.5. Au niveau du travail au noir⁵⁵

L'Institut d'Economie de Linz indique que, pour le Land Brandebourg, le volume de travail au noir représente 5,7 milliards d'€ en 2001 et la part que représentait le travail au noir dans le PIB s'élevait à 28,6% en 1999. Dans le secteur de la construction, le travail au noir bat des records. En effet, à chaque fois que deux travailleurs officiels sont enregistrés, on compte un travailleur au noir à temps plein. Ce calcul devient très inquiétant quand on sait que le nombre de chômeurs dans ce secteur s'élevait à 25.000 en 2001.

Actuellement, le travail au noir représente environ 16% du PIB légal. Or, aucun impôt, aucune cotisation de sécurité sociale, aucune cotisation de pension ne sont prélevés sur ce dernier. Par conséquent, il n'existe aucune charge salariale. Cela se fait au détriment du citoyen honnête, employeur ou employé, qui, dès lors, doit cotiser pour les 16% manquant dans les caisses de l'Etat. Le travail au noir est donc un fléau particulièrement inquiétant pour tout le pays et surtout pour le secteur de la construction où les artisans sont spécialement concernés.

⁵⁵ D'après DR. WOLFGANG KÖNIG, « Wachstumssektor Schattenwirtschaft », Handwerkskammer Potsdam, 2002, 13 pages

Section 2 : Situation du secteur de la construction

2.1. Définition et caractéristiques⁵⁶

Beaucoup de gens réduisent le secteur de la construction au logement. En réalité, l'ampleur et l'étendue des activités de construction sont bien plus grandes. Le logement ne représente d'ailleurs, généralement, qu'un tiers des activités de construction. Les bâtiments non résidentiels peuvent représenter un autre tiers, quant au dernier tiers, il comprend le génie civil et les travaux publics. De plus, très souvent, on ne pense qu'aux constructions nouvelles, or, les activités de rénovation, d'entretien ou même de démolition représentent un pourcentage élevé de la production totale du secteur et un pourcentage encore plus élevé de l'emploi.

Les activités et les produits qui constituent l'industrie de la construction sont très variés. Il en va de même pour le personnel travaillant dans le dit secteur. Les entreprises comprennent une large gamme allant des travailleurs indépendants au service de leur petite localité, à la PME, très petite, moyenne ou grande, jusqu'à des sociétés multinationales ayant des activités à l'échelon mondial.

D'une part, c'est un marché très segmenté où une distinction est généralement faite entre les entreprises du bâtiment et celles opérant dans les sous-secteurs du génie civil. D'autre part, cette branche d'activité est également verticalement décomposée. En effet, il est rare que les entrepreneurs s'occupent de fournir les matériaux et les éléments de construction ou de la production de matériel, de machines ou d'équipements.

Il est donc difficile de tracer les frontières de la construction. La définition la plus large tiendrait compte des sociétés et personnes participant à la planification, la conception, la conclusion de contrats et la sous-traitance, la fourniture de matériaux de construction, de matériel, d'équipements, de transport et d'autres services ainsi que les entreprises et individus fournissant la main d'œuvre. Il nous semble donc plus

juste de considérer ce secteur comme un conglomérat d'activités qu'il est possible de grouper de différentes façons.

2.2. Au niveau du marché du travail et du chiffre d'affaires⁵⁷

Au niveau du nombre d'heures de travail fournies dans le secteur de la construction, celles-ci ont finalement diminué d'environ 15% au premier trimestre 2002, après avoir connu une baisse record de 24,3% au premier semestre 2001. De faibles améliorations ont, en effet, été enregistrées dans la construction industrielle ainsi que dans le génie civil et l'aménagement du territoire. En revanche, la construction de logements a enregistré d'importantes pertes.

Au niveau du chiffre d'affaires, une évolution semblable s'est dessinée. On a enregistré, au cours du premier trimestre 2002, une diminution de 12% par rapport au trimestre précédent. Cela représente cependant une amélioration de 10% par rapport à la situation à la même époque, en 2001.

2.3. Au niveau des commandes⁵⁸

Les commandes sont soumises à de nombreuses fluctuations dans le secteur de la construction à Brandebourg. L'effondrement du dernier trimestre en 2001, en partie dû aux changements saisonniers, a été contrebalancé par une augmentation du volume des commandes au premier trimestre 2002. Il reste à espérer que le niveau des commandes arrive à se stabiliser malgré les tendances saisonnières. Par contre, la situation des artisans dans le secteur est très difficile, puisqu'on enregistre, au premier trimestre 2002, une baisse de 17,4% de chiffre d'affaires par rapport à la même époque, l'année précédente.

⁵⁶ D'après la définition de l'OIT, consultable à l'adresse suivante : <http://www.ilo.org/public/french/dialogue/sector/sectors/constr.htm>

⁵⁷ D'après MINISTERIUM FÜR WIRTSCHAFT DES LANDES BRANDENBURG, « Brandenburger Wirtschaftsreport », Potsdam, juillet 2002, p.14,15,27

⁵⁸ Idem, p.16

Chapitre 2 : La préparation de l'enquête

Section 1 : Les objectifs et les personnes interrogées

1.1. Les objectifs

L'enquête que nous avons réalisée est axée sur les entreprises du Mittelstand. Les objectifs spécifiques ont été les suivants :

- Voir comment le processus de transition a été ressenti dans ces entreprises et quelles sont les chances et problèmes qu'elles y associent ;
- Mesurer l'impact de la crise du secteur de la construction du milieu des années 90 sur ces entreprises ;
- Constaté l'état actuel de ces sociétés et de leur secteur et entrevoir comment elles envisagent leur avenir ;
- Connaître leur avis sur la « crise » économique actuelle que rencontre le pays et de quelle manière elles pensent qu'il serait possible de l'améliorer ;
- Etablir si ces entreprises bénéficient d'une aide quelconque du gouvernement ou de l'UE et quelle en est leur appréciation ;
- Evaluer l'intérêt que portent ces entreprises à l'élargissement de l'UE.

1.2. Les personnes interrogées

L'échantillon est constitué d'entreprises sélectionnées dans les Pages d'Or, dans la section « entreprises du bâtiment ». Afin d'avoir une vision assez large, nous avons sélectionné une très petite entreprise, une petite ayant son siège central à Brandebourg, une autre petite, dont le siège central est situé à l'ouest ainsi qu'une société de négociants en matériaux de construction.

Pour compléter cet échantillon, il nous a également semblé très intéressant de demander l'avis d'un membre de la « Bauindustrieverband » (Confédération des Industries du Bâtiment) ainsi que celui d'une personne appartenant à la « Handwerkskammer Potsdam » (Chambre des artisans de Potsdam).

En outre, nous devons préciser que nous aurions aimé interviewer un plus grand nombre d'entreprises ainsi qu'un membre du ministère de l'économie de Brandebourg mais cela s'est avéré impossible, d'une part, parce que certaines des entreprises contactées ont fait faillite, d'autre part, parce que nous n'avons reçu aucune réponse ou des refus.

A chacun, nous avons posé plus ou moins les mêmes questions. Nous allons, ci-dessous, reprendre leur avis général concernant les différentes questions communes. Par souci de clarté, nous avons séparé en plusieurs sections les thèmes abordés dans les questions. Nous allons également, pour chacune des questions, synthétiser l'avis de tous les interviewés.

Chapitre 3 : L'analyse des résultats

Section 1 : Fiche d'identité des entreprises et personnes interrogées

1.1. L'entreprise Neumann

- Coordonnées : Werberplatz, 19
14 482 Potsdam
Téléphone : 0331/ 748.27.70
- Personne rencontrée : le patron de l'entreprise, Monsieur Uwe Neumann
- Année de création : 1990
- Nombre de travailleurs : 5
- Chiffre d'affaires en 2002 : +- 300.000€
- Activités principales : Maçonnerie et revêtement de façade
- Espace d'exercice de l'activité : Brandebourg et Berlin

1.2. L'entreprise Siedel-Bau GmbH

- Coordonnées : Schulstrasse, 31
14 550 Gross-Kreuz

Téléphone : 0331/ 54.04.93

- Personne rencontrée : le patron de l'entreprise, Monsieur Pieter Siedel
- Année de création : 1992
- Nombre de travailleurs : 80
- Chiffre d'affaires en 2002 : entre 5 et 7 millions d'€
- Activités principales : gros œuvre, travail de menuiserie
- Espace d'exercice de l'activité : Brandebourg, Mecklembourg-Poméranie, et Berlin

1.3. L'entreprise Peter Schumacher Söhne GmbH & Co.KG

- Coordonnées : Rudolf-Breitscheid-Strasse, 168
14 482 Potsdam
Téléphone : 0331/ 74.10.64
- Personne rencontrée : le patron de la filiale, Monsieur Alwin Brenner
- Année de création : le siège principal en 1900 et la filiale de Potsdam en 1992
- Nombre de travailleurs : 42 (30 membres de personnel industriel, 6 contremaîtres, 5 chefs de chantier et 1 secrétaire)
- Chiffre d'affaires en 2002 : +- 8 millions d'€ **et en moyenne, chiffre d'affaires** de 5 millions
- Activités principales : gros œuvre et construction « clé sur porte »
- Espace d'exercice d'activité : Brandebourg, Mecklembourg-Poméranie, Schleswig-Holstein et Berlin

1.4. L'entreprise Brun & Böhn Baustoffhandel

- Coordonnées : Rudolf-Breitscheid-Strasse, 71
14 482 Potsdam
Téléphone : 0331/ 74.81.777
- Personne rencontrée : l'un des associés, patron de l'entreprise, Monsieur Brun
- Année de création : 1991

- Nombre de travailleurs : 16
- Chiffre d'affaires : +- 9 millions d'€
- Activités principales : leur branche d'activité est le commerce de navires de construction. Ils font du commerce de gros et de détail. Le commerce de gros vise avant tout les clients d'entreprises, c'est-à-dire les entreprises du bâtiment, les couvreurs, les entrepreneurs dans le bâtiment, le génie civil,.... Pour le reste, ce sont des clients privés
- Espace d'exercice d'activité : Brandebourg

1.5. La « Bauindustrieverband » (Confédération des Industries du Bâtiment) de Berlin-Brandebourg e.V.

- Coordonnées : Karl-Marx-Strasse, 27
14 482 Potsdam
Téléphone : 0331/ 74.46.161
- Personne rencontrée : le porte parole de la confédération, Monsieur Hans Erdmann
- Année de création : 1995
- Nombre d'entreprises membres de la confédération : 160 entreprises occupant plus de 20.000 personnes
- Activités principales⁵⁹ : représenter les intérêts des grandes entreprises ainsi que les PME du secteur de la construction dans la région de Berlin-Brandebourg avec comme objectif principal l'amélioration des conditions dans le secteur
- Espace d'exercice d'activité : Berlin-Brandebourg

⁵⁹ Pour plus d'informations, consulter le site : <http://www.bauindustrie-bb.de>

1.6. La « Handwerkskammer Potsdam » (Chambre des artisans de Potsdam)

- Coordonnées : Charlottenstrasse, 34-36
14 467 Potsdam
Téléphone : 0331/ 37.03.0
- Personne rencontrée : l'administrateur de la Chambre des artisans de Potsdam, le docteur Wolfgang König
- Année de création : 1990
- Nombre d'entreprises membres de la Chambre des artisans : 13.216
- Activités principales⁶⁰ : représenter les intérêts des entreprises artisanales faisant partie de la Chambre en combattant le travail au noir, en préparant des consultations de formation, des formations d'apprentis, etc.
- Espace d'exercice d'activité : Brandebourg

Section 2 : Le processus de transformation

2.1. Au niveau général

Pour savoir comment le processus de transition a été ressenti dans ces entreprises, nous leur avons demandé comment le chiffre d'affaires, la structure, et le nombre de collaborateurs a évolué dans leur entreprise depuis 1990 ou depuis leur création.

L'évolution du chiffre d'affaires et du nombre de collaborateurs a été semblable dans trois des quatre entreprises interrogées. Après une période fructueuse et d'euphorie pendant plusieurs années, la situation a commencé à se dégrader en 1996. Cette évolution s'accorde parfaitement avec celle qu'ont subi les artisans du secteur de la construction, si l'on en croit le docteur König. En effet, à cause de l'énorme besoin de rattrapage, le succès rencontré dans le secteur du bâtiment fut considérable jusqu'en 1995. Puis, suite au comportement d'épargne des citoyens et au manque de moyens publics et d'investissements, les contrats se sont faits moins nombreux et la

⁶⁰ Pour plus d'informations, consulter le site <http://www.hwk-potsdam.de>

conjoncture est devenue maussade. En revanche, la situation de l'entreprise Peter Schumacher & Söhne est quelque peu différente, puisque l'entreprise a de bons résultats, grâce aux faillites de la concurrence dans le secteur. Le porte-parole de la Confédération des Industries du Bâtiment précise, en outre, qu'en 1990, le Land Brandebourg comprenait 399 entreprises dans le secteur de la construction, occupant 62.000 travailleurs (il s'agissait essentiellement de sociétés comptant 20 travailleurs et plus). En 2001, leur nombre a fortement augmenté et s'élevait à 1.300.

2.2. Au niveau des opportunités et menaces

Nous avons également jugé intéressant de savoir quels ont été les plus grandes chances et les plus grands problèmes que nos interviewés pensent avoir rencontrés dans leur entreprise et dans leur secteur au cours du processus de transformation.

- En ce qui concerne les opportunités : la plus importante est le **besoin de rattrapage des nouveaux Länder**, cité par tous les interviewés. L'entreprise Peter Schumacher & Söhne, dont le siège principal se trouve en Allemagne de l'ouest, est, elle, venue s'installer à Potsdam en pionnier au début des années 90. A l'époque, on assistait, d'après Monsieur Brenner, à une véritable « **ruée vers l'or** ». Par ailleurs, Monsieur Brun considère aussi comme une chance le fait qu'il avait déjà des **relations personnelles** avec de **futurs clients** potentiels **avant la réunification**.
- En ce qui concerne les menaces : le **manque de capitaux** (dans le secteur, les services publics, les entreprises, ...) est, tout d'abord, cité à trois reprises. **L'intégration difficile** sur le marché est mentionnée ensuite à deux reprises. D'une part, ce problème est évoqué par l'entreprises ouest-allemande, considérée comme un « corps étranger⁶¹ » à Potsdam et dans les environs, même si la société n'emploie que du personnel originaire de Brandebourg, et, d'autre part, par Monsieur Neumann, pour qui deux années furent nécessaires afin d'affirmer sa présence sur le marché. Puis, la **très grande prudence des**

⁶¹ Dans la région, ils ont été baptisés « Wessis » qui est une expression utilisée pour désigner les habitants de l'Allemagne de l'ouest avant la réunification.

banques avec les firmes est-allemandes et, de ce fait, la sécurité financière, sont aussi problématiques, d'après Monsieur Brun. Par ailleurs, Monsieur Erdmann évoque le **manque de formation et de connaissances des travailleurs** dans les matières juridiques (normes, lois, décrets, règlements, etc), techniques (machines), et du point de vue de l'organisation du travail dans le secteur de la construction. Enfin, le docteur König parle de la **concurrence déloyale** comme d'une menace importante.

En outre, Monsieur Brenner nous a indiqué que Berlin est dans une situation particulière. Là-bas, les difficultés sont liées au fait que l'entreprise n'appartient pas au « cercle des établis ». A Berlin-ouest, les gens ont vécu sur une île pendant presque 40 ans et tout le monde s'est partagé le marché. Il existe une sorte de cercle non officiel qui se partage les contrats, sans doute parfois de manière illégale. C'est pourquoi, son entreprise n'a pas réussi à s'intégrer sur le marché. En 10 ans, sa société n'a jamais obtenu un seul contrat public malgré les nombreuses soumissions faites.

Section 3 : La crise de 1996

Afin de mesurer l'impact de la crise de 1996 dans le secteur de la construction, nous avons demandé aux entreprises comment elles l'avaient ressentie au niveau de leur chiffre d'affaires, du nombre de travailleurs, de leur structure, etc. Nous avons également voulu connaître l'opinion de Monsieur Erdmann et du docteur König en ce qui concerne les raisons de cette crise, et pourquoi le secteur de la construction en a le plus souffert.

Monsieur Neumann et Monsieur Brun disent avoir ressenti la crise notamment dans leur chiffre d'affaires, qui a fortement chuté. En revanche, Monsieur Siedel (malgré une baisse de son chiffre d'affaires depuis 1996) et Monsieur Brenner affirment, de leurs côtés, ne pas l'avoir ressentie. Quant aux causes de cette crise, Monsieur Erdmann et le docteur König citent des raisons identiques : le fait que le besoin en construction était comblé en 1995, que l'Etat n'avait plus d'argent, et les entreprises

non plus. Monsieur Erdmann considère également le travail au noir et la mauvaise politique de soutien de l'Etat⁶² comme des éléments déclencheurs importants de la crise alors que le docteur König nous indique à cet égard le comportement d'épargne qu'ont adopté les citoyens.

Selon le docteur König, le secteur de la construction a été le plus ébranlé par cette crise parce qu'il a connu le plus grand boom après la réunification (les équipements n'ont pas été modernisés dans les autres secteurs qui n'ont pas pu faire concurrence aux anciens Länder). Par conséquent, une fois les besoins satisfaits, le secteur qui connaissait le plus grand rendement à l'époque a été le plus touché par la crise, car c'est là que le plus grand nombre d'emplois ont dû être supprimés.

Section 4 : La situation actuelle des entreprises et du secteur

Afin de constater quel est l'état actuel de ces sociétés et de leur secteur, nous avons demandé aux entreprises comment elles décriraient leur propre situation et celle du secteur de la construction. Nous avons posé la même question à Monsieur Erdmann, mais uniquement en ce qui concerne le secteur en général. Et la question posée au docteur König était identique, hormis le fait qu'elle concernait l'artisanat.

Tous les interviewés s'accordent pour affirmer que le secteur de la construction est en crise. Cela est visible, d'après Monsieur Siedel, dans toute l'Allemagne de l'est où de nombreuses entreprises font faillite en raison des surcapacités importantes qui, en subsistant, conduisent à une politique de prix assez compromettante pour la survie des entreprises.

Aux yeux de Monsieur Brenner, les faillites touchent principalement les nouvelles sociétés, fondées au cours des dix dernières années, ayant souvent omis de prévoir des réserves en capitaux. Par contre, selon lui, Berlin se trouve dans une situation

⁶² A l'époque, la fameuse loi « Fördergebietgesetz » était en vigueur. Par conséquent, il était possible de construire sans que cela ne coûte trop cher et même s'il n'existait pas un réel besoin. De ce fait, de nombreuses maisons restent vides actuellement.

spécifique. En effet, à Berlin, les entreprises bien établies, occupant, pour la plupart, 50 travailleurs et plus, ainsi qu'une majorité des filiales d'entreprises ouest-allemandes disparaissent petit à petit.

Monsieur Erdmann va plus loin, en affirmant que la crise va se prolonger en 2003 et que le secteur de la construction poursuit un développement négatif et malsain, que ce soit dans les anciens ou dans les nouveaux Länder. L'année 2002 a encore été mauvaise à cause de la situation économique défavorable en Allemagne et en Europe. D'un côté, l'Etat dispose de moins en moins d'argent. De l'autre, la concurrence est de plus en plus acharnée sur le marché de la construction qui s'atomise. Suite à l'éclatement de grandes entreprises, plusieurs petites entreprises pratiquant des prix « dumping » voient le jour. En outre, dans les nouveaux Länder, la liberté de négociation sur les salaires augmente toujours plus (les syndicats et les entreprises ont conclu un accord). Or, le salaire est l'élément de base de la concurrence alors qu'il serait préférable de voir primer la rapidité du travail ou la qualité.

Quant à l'artisanat, il n'est pas non plus au top de sa forme puisque, d'après le docteur König, seulement 30% des entreprises s'y portent bien⁶³.

Quant à la situation de leur entreprise, les personnes interrogées prétendent toutes ressentir les effets de cette crise, à des degrés variés, hormis Monsieur Brenner qui s'attend, toutefois, lui aussi, à de moins bons résultats que l'an dernier.

⁶³ Le docteur König classe l'artisanat à Brandebourg en trois catégories : une première, équivalente à 30% de total des entreprises de l'artisanat, va très bien. Une deuxième, de 30% également, comprend des entreprises qui font face à quelques difficultés mais qui, en moyenne, arrivent à les surmonter. Enfin, les derniers 40% sont représentés par des entreprises qui vont très mal et qui ont d'énormes difficultés à subsister. Ces dernières n'ont, bien souvent, pas de contrats et se sont endettées en achetant du matériel qu'elles ont du mal à rembourser. Toutefois, elles ne veulent pas fermer leurs portes de peur que les banques ne viennent leur saisir tous leurs avoirs et de se retrouver sur la paille.

Section 5 : Les raisons de la « crise »

Dans notre enquête, nous avons ensuite cherché à connaître l'avis des entreprises ainsi que de Monsieur Erdmann et du docteur König sur les raisons de la « crise » économique actuelle que rencontre le pays.

Trois des quatre chefs d'entreprise interviewés s'accordent pour dire que les raisons principales de la « crise » actuelle sont liées aux mauvaises politiques du gouvernement.

Monsieur Neumann remet principalement en cause la politique économique mise en œuvre lors de la réunification (charges salariales trop élevées et manque d'argent dans les communes). Monsieur Brenner, de son côté, critique le manque de prises de décision, d'investissements et la mauvaise politique extérieure de l'Etat. Il aimerait également que les entreprises jouissent d'une plus grande autonomie. Monsieur Brun, quant à lui, critique l'absence de programmes de soutien et de mesures spécifiques pour le secteur de la construction. Il pense, comme Monsieur Brenner, que le gouvernement est responsable du manque d'investissements mais aussi de la chute de la consommation ainsi que du comportement d'épargne des citoyens.

En revanche, Monsieur Siedel associe davantage la crise aux problèmes de structure liés à l'appartenance à l'UE. En effet, selon lui, quand différents systèmes de sécurité sociale et de dépenses sont confrontés l'un à l'autre, des difficultés apparaissent naturellement, surtout dans l'artisanat. Les entreprises industrielles sont plus libres dans leurs mouvements et peuvent se rendre dans les pays où la main d'œuvre est très bon marché. Les artisans sont, au contraire, forcés de rester travailler dans le même pays (ainsi en va-t-il de son entreprise). C'est pourquoi, de nombreux problèmes structurels surgissent, entre autres, en ce qui concerne la protection des travailleurs, le prélèvement d'impôts,....

Enfin, le docteur König cite environ les mêmes raisons mais dans le cadre de la situation économique de Brandebourg.

Section 6 : Le travail au noir et la morale de paiements

Deux problèmes sont souvent mis en avant dans le secteur de la construction : d'une part, le travail au noir, de plus en plus pratiqué, et, d'autre part, les retards ou les non paiements des clients. C'est pourquoi il nous a semblé très intéressant de connaître l'avis des entreprises ainsi que de Monsieur Erdmann et du docteur König à ce sujet.

6.1. Le travail au noir

Toutes les personnes interrogées considèrent le travail au noir comme un véritable fléau qu'il faut à tout prix combattre. Ce problème est dû, d'après deux d'entre elles, au coût de la main d'œuvre « légale », trop élevé.

Le travail au noir est, d'après Monsieur Erdmann, l'une des causes principales de la crise que le secteur de la construction a connu en 1996. Tous les Länder en sont affectés, même si les anciens Länder le sont dans une moindre mesure. Néanmoins, pour le docteur König, le secteur de la construction est spécialement concerné par ce fléau car le matériel de travail y est très rudimentaire. Il est donc très facile de travailler illégalement : un pinceau, une truelle et un mesureur de niveau à bulle, et le tour est joué. De plus, d'après lui, la tendance à travailler au noir est aussi très forte du fait que les chômeurs sont très nombreux dans le secteur. Monsieur Brun, pour sa part, ne se sent pas directement concerné, en tant que négociant en matériaux de construction.

Enfin, pour remédier à ce problème, Monsieur Brenner est convaincu que les contrôles sont le seul moyen efficace. Or, d'après lui, ils n'ont pas lieu parce que beaucoup n'y trouveraient aucun intérêt.

6.2. La morale de paiements

La qualité des règlements financiers semble abominable aujourd'hui.

Monsieur Brun décrit le problème de la morale de paiements comme une courbe.

La première phase a démarré en 1995-1996, lorsque la plupart des grandes firmes étrangères sont tombées en faillite et ont subitement disparu sans avoir payé leurs dettes. Ensuite, une deuxième phase s'est mise en marche lorsque les entreprises allemandes, c'est-à-dire les clients «normaux » et les firmes un peu plus grandes, disposant de 60-70 travailleurs, ont commencé, tout à coup, à ne plus être solvables. Et, aujourd'hui, ce sont les clients très importants qui, d'après lui, manquent souvent de liquidités. Suite à cela, Monsieur Neumann et lui-même affirment avoir établi une procédure et un règlement très stricts avec leurs clients, afin de ne plus faire face à des impayés.

Aux yeux de Monsieur Siedel et de Monsieur Brenner, il s'agit d'un phénomène dont toutes les entreprises souffrent dans la construction. Il est aussi spécifique au secteur car les possibilités de non paiement y sont très élevées. En effet, d'une part, le paiement n'est pas immédiat. D'autre part, le contractant décide tout seul s'il va procéder au paiement ou non (parfois selon le type de marchandises). Il arrive aussi que ce dernier tombe en faillite⁶⁴. Toutefois, généralement, les contractants qui ne veulent pas payer posent davantage problème que ceux qui n'ont pas d'argent, d'après Monsieur Brenner. Les mauvais payeurs prennent le prétexte que les travaux n'ont pas été réalisés dans les temps, que certains éléments du contrat manquent, etc. pour ne pas payer. De plus, selon lui, en Allemagne, il n'existe pas d'estimation objective des travaux en fonction de la rapidité et de la qualité. En revanche, le contractant émet des critiques contre lesquelles les entreprises sont obligées d'amener la preuve contraire. Parfois même, l'entreprise est contrainte de payer un consultant pour prouver que le travail a été fait correctement. En réalité, le problème est que le contractant essaie toujours d'obtenir le prix le plus bas. La raison à cela est, selon Monsieur Brenner, que les contractants calculent souvent mal la rentabilité locative de leur construction. Ils s'en rendent souvent compte, une fois les travaux terminés. Ainsi, ils tentent, par tous les moyens, de récupérer de l'argent d'une manière ou d'une autre, souvent au détriment des entreprises de construction.

⁶⁴ Monsieur Brenner a rencontré ce cas de figure deux ou trois fois en l'espace de 10 ans.

Par ailleurs, l'absence de morale de paiements touche principalement les entreprises des nouveaux Länder, d'après le docteur König, à cause de leur manque de capitaux. En effet, selon lui, les entreprises en Allemagne de l'est travaillent seulement depuis 10 ans dans une économie sociale de marché, alors que les sociétés d'Allemagne de l'ouest travaillent depuis plus de 50 ans dans ce contexte. Dès lors, ces dernières ont eu la possibilité de rassembler du capital alors que ce n'est pas le cas dans les nouveaux Länder. Par conséquent, les entreprises est-allemandes calculent mal, du fait de leur manque de disponibilités en capitaux et sont donc immédiatement menacées, en cas de retard de paiement, par la faillite.

Monsieur Siedel ajoute que ce domaine est mal réglé du point de vue juridique.

Section 7 : Le rôle des communes

Les communes étant l'instance gouvernementale la plus proche des entreprises, il nous a semblé intéressant de connaître l'appréciation des entreprises en ce qui concerne le rôle de ces dernières.

Tous les chefs d'entreprise semblent insatisfaits eu égard au rôle des communes. Ils les considèrent comme incapables d'agir, voire insignifiantes car elles n'ont pas les moyens d'entrer en action. Elles sont de moins en moins solvables et sont, dès lors, d'après Monsieur Siedel, uniquement capables de remplir des petites fonctions telles que l'aide sociale,

Monsieur Brun, lui, va même jusqu'à dire que les communes devraient davantage se préoccuper de l'économie locale. En effet, les entreprises paient des impôts à Potsdam, ainsi que les contributions à la Chambre de Commerce et d'Industrie, elles forment des apprentis pour la région, mais bien souvent, d'après lui, la commune ne rend pas l'appareil. Par exemple, une nouvelle caserne de pompiers devait être construite dans les alentours de Potsdam. Les entreprises de construction des environs ont bien évidemment fait des devis mais finalement, la caserne a été construite par une entreprise située à plus de 200km de Potsdam. De ce fait, quand les pompiers

viennent demander de l'argent pour les sponsoriser, les entreprises ont tendance à refuser. Les communes devraient, donc, selon lui, porter plus d'attention aux entreprises de la région.

Section 8 : La situation future des entreprises et du secteur

Afin d'entrevoir comment les entreprises sélectionnées envisagent leur avenir, nous leur avons posé la question : « comment voyez-vous le futur de votre entreprise et celui du secteur de la construction à Brandebourg ? ».

Trois de nos interviewés sont plutôt pessimistes concernant le futur de leur entreprise et du secteur de la construction. En effet, si les conditions économiques générales de l'Allemagne ne s'améliorent pas, Monsieur Neumann pense que son entreprise ne survivra pas et il craint malheureusement qu'elle disparaisse d'ici deux ou trois ans. Il croit également que cinq années seront nécessaires pour que la situation économique s'améliore.

Monsieur Siedel et Monsieur Brun sont aussi convaincus que la crise va perdurer dans les deux ou trois années à venir. Néanmoins, Monsieur Brenner a une vision plutôt neutre dans le cas de son entreprise. Pour lui, le problème de succession va se poser. Plusieurs successeurs potentiels existent mais ils ne démontrent pas le même engagement que le directeur de l'entreprise actuel. C'est pourquoi, le futur reste incertain. Cependant, en ce qui concerne le secteur de la construction dans son ensemble, l'avis de Monsieur Brenner rejoint celui des autres chefs d'entreprise. Il suppose malheureusement que les résultats seront encore pires qu'en 2002 et il se demande quand la situation va redevenir « normale ». D'après lui, le secteur connaît une crise depuis si longtemps déjà que, même si la conjoncture s'améliore, les mauvaises « habitudes » qui accompagnent la crise ne s'en iront pas si facilement. De plus, une meilleure conjoncture entraînera aussi certainement le retour des entreprises du sud et de l'est de l'Europe.

Monsieur Erdmann, de son côté, se déclare plutôt optimiste quant à l'évolution du secteur en général. En effet, il a le sentiment que la situation ne peut pas continuer à aller si mal. C'est pourquoi, il espère qu'en 2003, la crise atteindra son apogée pour qu'après, les conditions s'améliorent à nouveau.

Quant au docteur König, il envisage le futur du secteur de la construction comme très problématique car les licenciements sont malheureusement le seul moyen de baisser les coûts et il craint que leur nombre ne continue d'augmenter. Par ailleurs, concernant l'artisanat, il espère que, pour 60% des entreprises (cfr. Section 4), le futur sera rose malgré la crise conjoncturelle et structurelle qui ébranle le pays et dont l'artisanat souffre beaucoup. Pour les 40% restant, l'avenir reste, par contre, largement compromis.

Section 9 : Les politiques économiques du gouvernement

Le gouvernement ayant très certainement influencé la situation économique de l'Allemagne, nous avons pensé qu'il serait enrichissant de connaître l'avis des interviewés concernant, d'une part, les actions politiques qui ont été mises en place, et, d'autre part, sur celles qui devraient, à leurs yeux, être appliquées dans le domaine économique.

9.1. Les erreurs du gouvernement au niveau de la politique économique

Tous les interviewés qui se sont exprimés à ce sujet se déclarent insatisfaits des politiques gouvernementales.

Ce dernier a commis des erreurs, surtout au niveau de la politique sociale, selon Monsieur Siedel. En effet, le secteur social a été trop renforcé, à ses yeux, au cours des cinq dernières années (du point de vue de la protection des travailleurs, des conseils d'entreprise, des caisses-maladie,...). Le gouvernement essaie maintenant de récupérer de l'argent grâce aux impôts dans le secteur de l'énergie. Et, actuellement,

le système maintenu est en piteux état. Cependant, d'après lui, les changements sont à apporter au niveau structurel.

Quant à Monsieur Brun et Monsieur Erdmann, ils émettent principalement des critiques à l'encontre du manque d'incitations à l'investissement et de la politique des banques. En effet, les banques ne veulent plus prendre aucun risque et n'ont plus confiance dans les entreprises à cause des nombreuses faillites. Seulement, d'après Monsieur Brun, une entreprise ne peut fonctionner qu'avec l'aide de sa banque et des travailleurs (le programme Bâle II⁶⁵ représente aussi un gros problème à ses yeux).

9.2. Les mesures qui devraient être mises en place

Les personnes interrogées ont des opinions divergentes quant à la manière dont le gouvernement devrait agir pour mieux soutenir les entreprises du Mittelstand.

Monsieur Neumann pense qu'il faut réformer la politique des retraites et tout ce qui a trait au social, surtout aux caisses centrales d'approvisionnement du secteur de la construction (ZVK).

D'après Monsieur Siedel, le gouvernement doit établir une nouvelle politique en matière d'investissements et épargner au niveau de la structure. En effet, actuellement, les communes et l'administration, normalement principaux contractants dans le secteur de la construction, se maintiennent difficilement en vie. Par ailleurs, il devrait aussi mieux combattre le travail au noir et améliorer sa politique.

Monsieur Brenner souhaite que chacun soit plus autonome et libre d'agir dans tous les secteurs de l'économie. Il aimerait aussi que le gouvernement modifie complètement sa politique extérieure.

⁶⁵ Pour plus de détails, voir partie II, chapitre 3, section 2.

Monsieur Brun souhaite que le gouvernement favorise davantage les sociétés locales lors de certains appels d'offre et qu'il incite les gens qui en ont les moyens à investir.

Le gouvernement doit diminuer les charges d'impôts, améliorer les infrastructures et refinancer les communes selon Monsieur Erdmann, et cela, dans toute l'Allemagne et pas uniquement à Brandebourg.

Enfin, le docteur König propose deux solutions pour que les artisans et petites entreprises obtiennent plus de contrats. Premièrement, il faudrait que les citoyens, représentant des clients potentiels pour les artisans et petites entreprises et qui peuvent déclarer les travaux, fassent réparer leur maison tous les deux ou trois ans. De cette manière, le travail au noir diminuerait. Deuxièmement, le gouvernement devrait cesser d'investir dans la construction d'autoroutes pour donner l'argent aux villes et aux communes afin qu'elles en fassent profiter les artisans et les petites entreprises. En effet, le problème majeur actuellement est le manque de contrats. Ainsi, la plupart des entreprises se porteraient mieux (les 60% cités dans la section 4).

Section 10 : Les programmes d'aide

Afin d'établir si ces entreprises bénéficient d'une aide quelconque du gouvernement ou de l'UE et quelle en est leur appréciation, nous leur avons posé la question suivante : « Jouissez-vous d'une aide quelconque du gouvernement fédéral, fédéré ou de l'UE ? Si oui, quelle est la nature de cette aide et en êtes-vous satisfait ? »

Malheureusement, les entreprises interrogées ne bénéficient d'aucune aide de quelque nature que ce soit. Cependant, le docteur König a précisé qu'il existe bien certains programmes d'aide pour les sociétés du Mittelstand, notamment le programme appelé « Gemeinschaftsaufgabe » (tâche collective) pour stimuler les investissements. Il s'agit du programme le plus efficace actuellement. Tous les autres ont été supprimés et beaucoup de discussions ont lieu au sein du gouvernement pour mettre en place des nouveaux projets. Par ailleurs, il existe peu de lois qui fonctionnent réellement, d'après lui (la loi de la commission Hartz par exemple n'est pas encore entrée en

vigueur, ainsi que la loi sur la réduction d'impôts). De plus, il n'existe aucun programme⁶⁶ d'aide pour les entreprises les plus vulnérables dans le secteur de la construction. Les programmes qui existaient auparavant ont même été supprimés.

Section 11 : La position par rapport à l'élargissement

Enfin, il nous semblait très intéressant d'évaluer l'intérêt que portent nos interviewés à l'élargissement de l'UE quant à son impact sur l'économie allemande de manière générale, et à celui sur leur entreprise en particulier, dans le cas des chefs d'entreprise.

Hormis le docteur König, les personnes interrogées se déclarent soit optimistes, soit neutres quant à l'impact de l'élargissement sur **l'économie allemande**. Tous les interviewés pensent, en outre, que les grandes entreprises pourront en profiter en ouvrant des filiales dans les nouveaux états-membres.

Monsieur Siedel estime, néanmoins, que l'économie allemande pourra en tirer profit, seulement si les Länder remplissent certaines conditions. L'ouverture des futurs membres est également nécessaire, car la Pologne, par exemple, est actuellement encore très fermée dans de nombreux domaines. De plus, il faut que les entreprises des futurs nouveaux membres soient bien suivies, et que les règles concernant la transition ne soient pas maintenues trop longtemps, sinon, cela pourrait devenir problématique pour l'économie allemande d'après lui.

D'après Monsieur Erdmann, le secteur de la construction va certainement connaître un boom. C'est pourquoi, il voit dans l'élargissement à la fois des chances à saisir et des dangers à éviter. D'une part, il pourrait être bénéfique vu que l'industrie de la construction allemande est réputée pour son know how technique de qualité. Il

⁶⁶ En fait, d'après les nouvelles de TF1, datant du 13 Mars 2003, le chancelier Schroeder a annoncé un programme d'investissement public de 15 milliards d'€, à savoir 7 milliards destinés aux communes, et 8 milliards au secteur du bâtiment. Ce programme est essentiellement constitué de prêts bonifiés et son objectif est de créer des emplois dans le secteur du bâtiment et de l'artisanat.

faudrait, dès lors, «l'exporter » dans les nouveaux états-membres. D'autre part, il existe aussi certains dangers si les firmes des futurs entrants ne s'installent pas dans les mêmes conditions que les entreprises allemandes. C'est pour cette raison que le gouvernement doit mettre certaines mesures légales en place (par exemple, il faudrait que ces firmes soient imposées de la même manière que les entreprises allemandes, qu'il y ait une période de transition de 6 ou 7 ans pendant laquelle les nouveaux états-membres ne peuvent pas travailler dans les autres anciens pays de l'UE, etc.) afin que les firmes étrangères ne soient pas avantagées.

Quant au docteur König, il voit l'élargissement d'un très mauvais œil pour les PME. A ses yeux, l'UE n'a pas assez favorisé l'intégration. Les mesures prises visaient essentiellement l'économie de manière large mais rien n'a été fait pour donner une image de l'UE comme un ensemble d'Etats unis, malgré les différences régionales. C'est pourquoi, selon lui, l'élargissement risque de poser beaucoup de difficultés qu'on a déjà pu entrevoir avec la question de l'Irak. De plus, le docteur König n'est pas convaincu que les PME allemandes pourront en profiter. En effet, selon lui, le Mittelstand polonais est relativement puissant et n'acceptera pas la venue d'entreprises allemandes sur le marché et il compromettra, au contraire, la concurrence sur le marché allemand. Par ailleurs, il craint aussi l'arrivée de main d'œuvre très bon marché et que, seules les grandes entreprises et groupes puissent se permettre d'établir une filiale à l'est. Les PME n'ont, d'après lui, aucun avantage à retirer de l'élargissement.

En outre, Monsieur Brenner et Monsieur Brun ont des opinions contraires au sujet de l'impact de l'élargissement sur le travail au noir. En effet, Monsieur Brenner ne pense pas, comme Monsieur Brun, le docteur König et beaucoup d'autres, que l'élargissement va amener une énorme masse de main d'œuvre très bon marché. Car, selon lui, plus personne aujourd'hui n'est vraiment bien payé et dans les secteurs aux salaires très bas, la main d'œuvre est déjà représentée essentiellement par des étrangers.

D'après S.L., « Un plan de relance d'influence libérale », dans les news de TF1, consultable à

En revanche, par rapport à **leurs propres entreprises**, les chefs d'entreprise sont d'avis qu'elles ne connaîtront pas de réels changements.

Conclusion de l'enquête

Plusieurs éléments ressortent au terme des interviews effectuées avec les chefs d'entreprise, le porte-parole de la Confédération des Industries du Bâtiment et l'administrateur de la Chambre des artisans.

Premièrement, le **processus de transformation** a été vécu de manière identique pour trois des quatre entreprises interrogées ainsi que pour les artisans du secteur de la construction ; après une période d'euphorie pendant plusieurs années, la situation a commencé à se dégrader en 1996. L'entreprise ayant son siège principal à l'ouest n'a pas connu les aléas de la crise grâce aux faillites dans le secteur dont elle a pu profiter.

Deuxièmement, le besoin de rattrapage des nouveaux Länder est considéré, à l'unanimité, comme la plus grande **opportunité** pour les entreprises du bâtiment durant le processus de transition. Cependant, le manque de capitaux est vu, par la plupart, comme une **menace** très importante. Certains citent aussi la difficulté d'intégration sur le marché ainsi que le manque de formation et de connaissances des travailleurs.

Tous les interviewés, excepté l'un d'entre eux, ont donc, d'une manière ou d'une autre, ressenti la **crise de 1996**. Le besoin en construction comblé en 1995, le manque d'argent de l'Etat et des entreprises sont les **causes** principales de cette crise d'après deux d'entre eux. Par ailleurs, certains voient le travail au noir et le comportement d'épargne des citoyens comme des éléments déclencheurs de cette dernière.

Quatrièmement, tous les interviewés déclarent que le **secteur de la construction** est **actuellement** en crise. Hormis l'entreprise dont le siège principal est à l'ouest, toutes les **entreprises** seraient même touchées par cette crise, dont l'un d'entre eux craint la continuation en 2003. L'artisanat semble, lui aussi, affaibli. Pour trois des personnes interrogées, cette crise est liée aux mauvaises politiques du gouvernement alors que, pour un autre interviewé, elle est due aux difficultés de structure rencontrés suite à l'intégration à l'UE.

Cinquièmement, tous les interviewés déclarent à l'unanimité que le **travail au noir** est un fléau terrible qu'ils désirent, à tout prix, faire disparaître. Pour le combattre, certains pensent qu'il faut diminuer les coûts de main d'œuvre officiels, pour d'autres, il faut renforcer les contrôles. Quant à la **morale de paiements**, toutes les personnes interrogées la considèrent comme très mauvaise aujourd'hui. D'après deux d'entre eux, la construction est un secteur spécialement concerné par ce problème, mal réglé juridiquement, et qui s'aggrave avec le temps. Enfin, il touche essentiellement les entreprises d'Allemagne de l'est selon l'administrateur de la Chambre des artisans.

Par ailleurs, les **communes** semblent agir de manière insatisfaisante voire insignifiante aux yeux de tous en raison de leurs manques de moyens financiers pour entrer en action ou, parce qu'elles ne se préoccupent pas suffisamment de l'économie locale.

Quant au **futur du secteur de la construction** et de **leurs entreprises**, il est mal pressenti par trois de nos interviewés. L'un d'entre eux pense que l'évolution du secteur va certainement être très problématique. Un autre le voit plutôt neutre même s'il devra faire face au changement de génération alors que le porte-parole de la Chambres des Industries reste, quant à lui, assez optimiste.

Le **gouvernement** a commis, aux yeux de tous, des **erreurs**. Pour l'un d'entre eux, des mauvaises politiques ont été conduites surtout au niveau social. Pour d'autres, ce sont les politiques des banques et le manque d'incitations à l'investissement qu'il faut

avant tout remettre en cause. Pour **réparer ces erreurs**, certaines solutions sont avancées. Premièrement, une réforme des politiques sociales est proposée. Deuxièmement, une nouvelle politique en matière d'investissements doit voir le jour. Troisièmement, les entreprises doivent acquérir une plus grande autonomie. Quatrièmement, il faut engager une diminution des charges d'impôts associée à une amélioration des infrastructures et au refinancement des communes. Enfin, l'administrateur de la Chambre des artisans propose deux solutions concrètes pour permettre aux artisans et aux petites entreprises de décrocher plus de contrats.

En ce qui concerne les **programmes d'aide**, aucun des interviewés n'en bénéficie même si, quelques initiatives existent pour venir en aide aux entreprises du Mittelstand.

Enfin, à l'exception de l'un d'entre eux, les interviewés se déclarent soit optimistes, soit neutres au sujet de **l'impact de l'élargissement sur l'économie allemande**. Par contre, pour **leurs propres entreprises**, ils n'envisagent pas de réels changements.

CONCLUSION GENERALE

Grâce à ce mémoire, nous avons pu faire un constat de la situation économique de l'Allemagne, dominée par les entreprises du Mittelstand. Nous avons aussi pu analyser en détails la « crise » que connaît le pays ainsi que les moyens envisagés pour en sortir. De plus, nous avons pu découvrir l'impact de cette crise dans le secteur de la construction grâce à notre enquête.

L'économie allemande et le secteur de la construction sont des thèmes très vastes. Dans ce mémoire, nous devons limiter notre étude, c'est pourquoi nous n'avons pas pu parler de tous les aspects du sujet en profondeur. Néanmoins, nous pensons qu'il serait intéressant d'étudier en détails les raisons pour lesquelles le secteur de la construction est si fortement ébranlé par la crise actuelle. D'autre part, une analyse économétrique pourrait également présenter un intérêt futur non négligeable. Mais là n'était pas le but de ce mémoire. Voici donc les conclusions que nous tirons au terme de ce travail.

Tout d'abord, le **Mittelstand** comprend un groupe hétérogène de PME que l'on retrouve dans les différents secteurs de l'économie. Ces dernières, cœur de l'économie allemande, connaissent actuellement une évolution au sein de leur structure : elles tendent à devenir de plus en plus petites et leur présence a fortement augmenté dans le secteur des services. Par ailleurs, le Mittelstand a été l'un des facteurs principaux de la prospérité économique du pays après la seconde guerre mondiale. Depuis la réunification pourtant, le pays connaît de sérieuses difficultés économiques, malgré les nombreuses mesures pour faciliter le processus de transformation et le travail de la THA.

Ensuite, en ce qui concerne la **situation actuelle**, les entreprises du **Mittelstand** et **l'économie en général** manquent sérieusement de dynamisme. Malgré les nombreuses politiques pour aider les PME, en Allemagne et dans l'UE, la croissance du PIB n'a pas dépassé 0,2% en 2002. Les **raisons** de cette situation économique

alarmante seraient liées, premièrement, aux effets de la réunification toujours visibles, deuxièmement, aux rigidités sur le marché du travail, troisièmement, à la surréglementation de la vie économique, quatrièmement au système d'éducation défaillant, et enfin, au passage à l'Union Monétaire Européenne. Quant aux **problèmes propres à l'Allemagne de l'est** (manque de productivité et de capitaux, taux de chômage plus élevé), ils seraient dus, premièrement au manque d'infrastructures, de capitaux humains, et de connaissances, deuxièmement, à la distribution sectorielle concentrées autour des secteurs de faible productivité, troisièmement, à la petite taille des entreprises, et enfin, à la force limitée du marché. En **conséquence** à cela, la conjoncture est maussade, la compétitivité du pays est altérée, des difficultés structurelles ont fait leur apparition (faible demande intérieure, manque d'investissements, problèmes de financements et fermetures d'entreprises) et la morale de paiements disparaît de plus en plus.

Pour améliorer le **futur** des entreprises **du Mittelstand** et redresser **l'économie**, le **gouvernement** a d'importants projets de réformes dans le domaine social, fiscal, concurrentiel et administratif et il désire encourager les PME dans le domaine de la création d'entreprises et de l'innovation. A cet égard, les **Instituts de Conjoncture** insistent sur plusieurs éléments (révision des salaires de substitution, politique salariale modérée, réduction des dépenses de consommation, augmentation des investissements) auxquels le gouvernement devrait, selon eux, prêter une plus grande attention. Le **Conseil des Sages**, quant à lui, rappelle au gouvernement qu'il doit absolument formuler des objectifs à long terme en matière d'emplois et de croissance. Enfin, les **entreprises du Mittelstand** sont d'avis que l'amélioration de leur avenir doit inévitablement passer par une diminution des coûts salariaux, une réduction de l'impôt des sociétés, une modernisation du droit social et une politique salariale modérée. Elles souhaitent aussi un meilleur système de formation et un accès plus facile aux moyens de financement. Par ailleurs, grâce à la position centrale de l'Allemagne en Europe, les PME allemandes pourront tirer profit de **l'élargissement** si l'ouverture des frontières est progressive et qu'elle est accompagnée de certains mécanismes de transition et de programmes de soutien pour les PME.

Enfin, nous avons constaté que le **secteur de la construction de Brandebourg**, après avoir connu un boom suite à la réunification, a été fortement ébranlé par une **crise en 1996**. Celle-ci était due, selon nos interviewés, au besoin en construction comblé, au manque d'argent de l'Etat et des entreprises mais aussi, pour certains d'entre eux, au travail au noir et au comportement d'épargne des citoyens. **Aujourd'hui**, le secteur connaît à nouveau une **crise**, d'une plus grande ampleur encore, d'après la majorité de nos interviewés et affectant aussi l'artisanat. Elle serait liée aux **mauvaises politiques du gouvernement**, et, selon un de nos interviewés, aux difficultés découlant de l'intégration à l'UE. Le gouvernement a, en effet, commis des erreurs dans le domaine social, au niveau de la politique des banques et des investissements. Par ailleurs, le **travail au noir** et l'absence de **morale de paiements** se révèlent être des fléaux terribles pour l'ensemble des interviewés qu'ils désirent à tout prix combattre. Quant aux **communes**, leurs actions seraient insatisfaisantes pour aider les PME, selon les interviewés, qui affirment, en outre, ne bénéficier d'aucun **programme d'aide**.

Nos interviewés ont un avis mitigé par rapport au **futur du secteur et de leur entreprise**. La moitié d'entre eux l'envisage comme mauvais, alors qu'un interviewé se déclare très pessimiste, un autre neutre et un dernier, plutôt optimiste. Afin d'être plus sereins à l'avenir, les interviewés avancent certaines **solutions**. Ils proposent, pour que le gouvernement répare ses erreurs, une réforme des politiques sociales et d'investissements, une plus grande autonomie des entreprises, une réduction des charges d'impôts, une amélioration des infrastructures, et un refinancement des communes en plus de deux solutions concrètes pour permettre aux artisans et aux petites entreprises de décrocher plus de contrats. Néanmoins, vis à vis de **l'élargissement**, la plupart des interviewés ne semblent pas pessimistes quant à son impact sur l'économie allemande et plutôt neutres en ce qui concerne leur entreprise.

Il reste à espérer que le gouvernement sera capable de lancer les réformes nécessaires pour redynamiser l'économie du pays, traditionnellement considéré comme la locomotive de l'Europe, afin que cette dernière se porte aussi mieux.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

BUNDESMINISTERIUM FÜR WIRTSCHAFT UND TECHNOLOGIE, « Die Zukunft gestalten : Neue Dynamik im Mittelstand », Bonn, Juillet 2000, 74 pages.

BUNDESMINISTERIUM FÜR BILDUNG UND FORSCHUNG, « Mittelstand innovativ », Berlin, 2000, pp.1-3.

CREDITREFORM Wirtschafts- und Konjunkturforschung, « Wirtschaftslage und Finanzierung im Mittelstand, Herbst 2002 », Neuss, Octobre 2002, 38 pages.

CREDITREFORM Wirtschafts- und Konjunkturforschung, « Wirtschaftslage und Finanzierung im Mittelstand, Frühjahr 2002 », Neuss, Avril 2002, 39 pages.

CREDITREFORM Wirtschafts- und Konjunkturforschung, « Insolvenzen – Neugründungen – Löschungen, Jahr 2002 », Neuss, Décembre 2002, 43 pages.

DRESDNER BANK, IMPULSE, INSTITUT FÜR MITTELSTANDSFORSCHUNG BONN, « MIND – Mittelstand in Deutschland », s.l., Septembre 2001, 98 pages.

DR. KÖNIG Wolfgang, « Wachstumssektor : Schattenwirtschaft », Handwerkskammer Potsdam, 2002, 12 pages.

DR. MÜLLER Herbert, « Die Zukunft des Mittelstandes », RKW-Verlag, Eschborn, 2000, 75 pages.

GLADISCH D., DR. LASCHKE B., DR. LOOSE B., DR. LUDWIG U., « Industrie- und Bauumfragen 1999 – Dokumentation der Hauptegebnisse », IWH, Halle, Avril 2000, pp.49-65.

KNOLL Armin, « EU-Förderprogramme », Deutscher Industrie- und Handelstag, Berlin, Juillet 2000, pp.10-14, 33-41, 77-79.

MERKENS Hans, « Der Transformationsprozess vom volkseigenen Betrieb zum marktwirtschaftlichen Unternehmen », Rainer Hampp Verlag, München und Mering, 2000, pp. 60-61, 76-77, 146-147, 180-183.

MINISTERIUM FÜR WIRTSCHAFT DES LANDES BRANDENBURG,
« Brandenburger Wirtschaftsreport : Aktuelle Berichte und Statistiken 2/2002 », Potsdam, Juillet 2002, 30 pages.

MÖLLMANN Katja, « Zur Krisenanfälligkeit kleiner und mittlerer Bauunternehmen », LIT Verlag, Münster, 2001, 233 pages.

MÜLLER Werner A., BIHN Martina, « Structure and dynamics of German Mittelstand », Physica-Verlag, Heidelberg, 1999, 223 pages.

RÜMENAPP Ulrich, « Der Transformationsprozess in Deutschland und in Ost-Europa – Ein Vergleich », Editions Goldschmidt Druck GmbH, Schwerin, 1995, pp.13-33.

THOMAS Michael, « Ein Blick zurück und voraus : Ostdeutsche Neue Selbständige – aufgeschobenes Scheitern oder Potenziale zur Erneuerung ? », s.l., 2001, pp.1-25.

Périodiques ou articles

BONA Annette, « EU : Mehr Forschungsangebote für KMU », dans BDI - Mittelstandsinformationen, Septembre-Octobre 2001, pp.12-13.

BOURGEOIS Isabelle, « Avis de tempête », dans Regards sur l'économie allemande – Bulletin économique du CIRAC, n°59/2002, pp.3-6.

BOURGEOIS Isabelle, « Dossier : 10 ans après l'unification. L'économie des nouveaux Länder en voie de normalisation », dans Regards sur l'économie allemande – Bulletin économique du CIRAC, n°46, Mai 2000, pp.7-28.

BOURGEOIS Isabelle, « Consolidation de la croissance », dans Regards sur l'économie allemande – Bulletin économique du CIRAC, n°46, Mai 2000, pp.3-6.

DIRECTORATE GENERAL FOR ECONOMIC AND FINANCIAL AFFAIRS,
« Germany's growth performance in the 1990's » dans Economic Papers, 2002, 105 pages.

DR. KUDISS Reinhard, « Ohne Vertrauen in die Wirtschaftspolitik rückt der Aufschwung in weite Ferne », dans BDI : Konjunktur-Report, n°1, Janvier 2003.

ESTIOT Alexandra de la Banque Nationale de Paris, « Allemagne : le soleil se lève-t-il à l'Est ? Une analyse macro-économique », dans Lettre de conjoncture, s.l., décembre 1999, 4 pages.

FILLIEULE Jan-Eric, « Les faiblesses de l'économie allemande : un état des lieux », dans Questions d'actualité, 28 Mai 2002, 8 pages.

GNEUSS Michael, « Zahlungsmoral : Zechpreller Staat », dans Markt und Mittelstand, n°2, Février 2003, pp.14-18.

HELMER Wolfgang, « Die Bauwirtschaft schreit immer gleich nach dem Staat », dans Frankfurter Allgemeine Zeitung, 10 Février 2003, p.14.

KOCH Thomas, « Der neue Mittelstand Ost : von Natur aus flugunfähig oder Vogel mit gestutzten Schwingen ? », dans Berliner Debatte INITIAL 11, 2/2000, pp.59-68.

KÜHLHORN Gerd, « Le Mittelstand », dans Deutschland, 2001, pp.24-30.

MARX Olaf, « Trotz Restrukturierung Insolvenz », dans Frankfurter Allgemeine Zeitung, 10 Février 2003, p.17.

N., « Dokumentation : Regionalförderung in Deutschland : Was hat der Ostdeutsche Mittelstand davon ? » dans iw-trends, Mars 2002, 12 pages.

N., « Mittelstand spürt leichte Stabilisierung der Konjunktur », dans Potsdamer Neueste Nachrichten, 11 Février 2003, p.1.

N., « Nebenkosten und andere Konfusionen », dans Wirtschaft und Markt, Février 2003, pp.38-39.

N., « Neuerlicher Rückschlag für die deutsche Konjunktur », dans Frankfurter Allgemeine Zeitung, 10 Février 2003, p.1.

RAGNITZ Joachim, « Lagging Productivity in the East German Economy : Obstacles to Fast Convergence », dans Produktivitätsunterschiede und Konvergenz von Wirtschaftsräumen. Das Beispiel der neuen Bundesländer, Halle 2001, 12 pages.

SAMMET Steffi, « Schwarzarbeit », dans Focus, n°5/2003, pp.146-147.

UTERWEDDE Henrik, « Où va l'économie allemande », dans Documents – Revue des questions allemandes, n°1/2003, pp.21-27.

VON HAGEN Jürgen, « Le malaise économique de l'Allemagne », dans le Monde Economie, 5 Novembre 2002.

ZENTRALVERBAND DEUTSCHES BAUGEWERBE, « Aktuelle Lage und Entwicklungen im Bauhauptgewerbe, Herbst 2002 », Berlin, Juin 2001, 16 pages.

Internet

AKTIONSGEMEINSCHAFT WIRTSCHAFT UND POLITIK, « Politische Informationen für Abgeordnete, Journalisten und Mitglieder, n°1, Février 1991, pages consultées en Février 2003.

Adresse URL : <http://www.awp-digital.de/PDF/93.pdf>

BUNDESMINISTERIUM FÜR WIRTSCHAFT UND TECHNOLOGIE,
« Bundesministerium für Wirtschaft und Technologie », pages consultées en Avril 2003.

Adresse URL : <http://www.bmwi.de/>

BUNDESREGIERUNG, « Bundesregierung », pages consultées en Avril 2003.

Adresse URL : <http://www.bundesregierung.de/>

CATCHA-PICARD Chantal, « Saxe. L'Allemagne plus cinq : une addition controversée » dans Europmag, pages consultées en Novembre 2002.

Adresse URL :

http://www.europmag.com/Numéro_106/Allemagne/Allemagne_saxe.htm

CONSEIL CENTRAL DE L'ECONOMIE, « Avis sur l'élargissement de l'Union Européenne », pages consultées en Avril 2003.

Adresse URL : [http:// www.ccecrb.fgov.be/cce/text/doc03-87.pdf](http://www.ccecrb.fgov.be/cce/text/doc03-87.pdf)

CREDITREFORM, « Creditreform », pages consultées en Février 2003.

Adresse URL : <http://www.creditreform.de/>

DR. KLEINER Hartmann, « Solidarpakt II muss Aufholprozess Ostdeutschlands stützen – Moderate Tarifpolitik trägt zur Stabilisierung bei », pages consultées en Janvier 2003.

Adresse URL : <http://www.uvb-online.de/artikel1.html>

EXLER Andrea, « L'Allemagne n'est plus un modèle pour les Français », dans Courrier international, Octobre 2002, pages consultées en Janvier 2003.

Adresse URL : <http://joueb.com/angward/news/53.shtml>

FONDATION EUROPEENNE POUR L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL, « Communiqué : la qualité, moteur de la croissance », pages consultées en Mai 2003. Adresse URL :

<http://www.fr.eurofound.eu.int/publications/files/EF0166FR.pdf>

FORUM OSTDEUTSCHLAND, « Forum Ostdeutschland », pages consultées en Février 2003.

Adresse URL : <http://www.forumost.de/>

IMPULSE DAS UNTERNEHMERMAGAZIN, « Impluse », pages consultées en Janvier 2003.

Adresse URL : <http://www.impulse.de/>

INSOLVENZVEREIN, « Insolvenzverein », pages consultées en Février 2003.

Adresse URL : <http://insolvenzverein.de/>

JOURNAL OFFICIEL DES COMMUNAUTES EUROPEENNES, « Journal Official des Communautés européennes », 29/12/2000, Annexe I, pp.L333/87-L333/88, pages consultées en Avril 2003.

Adresse URL :

http://europa.eu.int/comm/entreprise/entreprise_policy/mult_entr_programme/doc/map_oj_fr.pdf

KOMP Lothar, « Zehn Jahre danach : Die unerledigte Herausforderung des Aufbaus Ost », dans Solidarität, Nr.39/1999, pages consultées en Janvier 2003.

Adresse URL : <http://www.solidaritaet.com/>

N., « Allemagne : une aide de 156 milliards d'euros pour les Länder d'ex-RDA », dans fenêtre Europe, pages consultées en Novembre 2002.

Adresse URL : http://www.fenetreeurope.com/actu/2001/06/a_764.htm

N., « Allemagne : Schröder pour un deuxième Pacte de Solidarité », dans Radio Deutsche Welle, pages consultées en Novembre 2002.

Adresse URL : <http://www.dwelle.de/today/french/archives/000828-1.html>

N., « Berlin abaisse sa prévision de croissance 2003 à environ 0,75% contre 1% » dans le Journal du Net, 28 Avril 2003, page consultée en Mai 2003.

Adresse URL : <http://www.journaldunet.com>

N., « La Commission Hartz présente un programme de création d'emplois en Allemagne », page consultée en Avril 2003.

Adresse URL : http://solidariteetprogres.online.fr/News/Autres/breve_544.html

N., « L'harmonisation des conditions de vie dans les anciens et les nouveaux Länder est en bonne voie », pages consultées en Novembre 2002.

Adresse URL : http://www.amb-Allemagne.fr/actualités/grands_thèmes/archives.asp?rub=ECO&page=1

MARKT-AKTUELL, « Markt-Aktuell », pages consultées en Février 2003.

Adresse URL : <http://www.markt-aktuell.de/>

OIT, « Rapport sur l'activité sectorielle de construction », pages consultées en Avril 2003.

Adresse URL : <http://www.ilo.org/>

PROF. DR. PRIEWE Jan, « 10 Jahre danach, was haben wir erreicht ? », pages consultées en Janvier 2003.

Adresse URL : http://www.f3.fhtw-berlin.de/Professoren/Priewe/aufsatz_einheit.pdf

SOURCES D'EUROPE, CENTRE D'INFORMATION SUR L'EUROPE, « Actions communautaires en faveur des petites entreprises et de l'artisanat (2001-2005) », pages consultées en Avril 2003.

Adresse URL : <http://www.info-europe.fr/europe.web/document.dir/fich.dir/QR00678.htm>

STERN, « Stern », pages consultées en Novembre 2002.

Adresse URL : <http://www.stern.de/>

UEAPME & L'ACADEMIE AVIGNON, « Futurisme. Futur Dialogue Social dans les PME », pages consultées en Janvier 2003.

Adresse URL : http://www.ueapme.com/docs/futurisme/Finalconference/Pilotproject-II-Final_fr.doc

VAN GRIEKEN Jean-Paul, « Elargissement de l'Union Européenne : opportunité ou menace ? », pages consultées en Avril 2003.

Adresse URL : http://www.sdi.be/fr/I&E_2002_10_p18_19.html

WURZEL ECKHARD, « Etude économique de l'Allemagne, 2001 », dans Synthèses de l'OCDE, 9 Mai 2001, pages consultées en Avril 2003.

Adresse URL : <http://www.oecd.org/pdf/M00005000/M00005850.pdf>